

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 546

Sept.-Oct.-Nov. 2022

59^e année - 1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Assez des «journées d'action» !
- Italie : un nouveau gouvernement sous le signe de Dieu, de la patrie et de la famille.
- 37 migrants tués à la barrière de Melilla
- «Ocean Viking»: Solidarité de classe avec les migrants et les réfugiés!
- Espagne. Contre l'augmentation du coût de la vie, les bas salaires et la dégradation des conditions de travail
- Manifestations Prague. Les prolétaires ont une autre voie à suivre.
- Le gouvernement ukrainien en guerre contre ses prolétaires
- Brèves sur la guerre en Ukraine
- Cuba : misère, manifestations et répression
- Chili: nouvelle faillite des illusions démocratiques petites bourgeoises

Iran Des manifestations pour le pain aux dures protestations après la mort d'une jeune fille de 22 ans, arrêtée, matraquée et tuée par la police religieuse parce qu'elle ne portait pas son voile «selon les règles»

Le 13 septembre, Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans, en vacances à Téhéran avec sa famille, a été arrêtée devant une station de métro par la police religieuse (*Gasht-e Ershad*) pour «port inapproprié du voile». Deux heures après avoir été emmenée dans un centre de détention pour une «leçon de rééducation», elle a été transportée d'urgence dans le coma à l'hôpital Karsa (à Téhéran) et elle y est décédée le 16 septembre. Evidemment la police nie l'avoir torturée, déclarant que la jeune fille est décédée d'une «crise cardiaque soudai-

(Suite en page 12)

Le gouvernement continue ses attaques, les syndicats isolent et saucissonnent les luttes

Le gouvernement a finalement renoncé à faire passer le recul de l'âge de la retraite par un amendement à la loi sur le financement de la Sécurité Sociale. Se rendant à l'avis de ses alliés du Modem, il a considéré qu'un simulacre de «concertation sociale» (avec les organisations patronales et les syndicats collaborationnistes – y compris la CGT) permettrait de mieux faire passer la pilule.

Ce n'est pas là un recul car il a assuré qu'un projet de loi en ce sens serait déposé sous peu. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire a appelé le 27/9 le patronat à soutenir «avec enthousiasme» cette réforme «vitale pour le pays». Selon les chiffres diffusés par les services officiels le passage à 64 ans permet-

trait de gagner 15 milliards d'euros de recettes supplémentaires (par le nombre accru de cotisants) et faire autour de 7 à 8 milliards d'économies au système des retraites d'ici la fin du quinquennat (Le Maire, *ibidem*).

Ils évoquent aussi un nombre considérable de nouveaux emplois qui seraient créés par ce recul, alors qu'en réalité le résultat recherché est que beaucoup de prolétaires âgés seront dans les faits contraints de partir avant d'avoir l'âge légal, donc avec une pension réduite.

Bien que le gouvernement prétende que cette réforme est nécessaire pour

(Suite en page 2)

Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays (1)

Le «fil du temps» de 1949 intitulé «Pacifisme et communisme» commence par ces mots :

«Dans la tradition des marxistes révolutionnaires, l'opposition au nationalisme et au militarisme, à tout bellicisme fondé sur la solidarité ouvrière avec l'État bourgeois en guerre pour les fameuses trois raisons frauduleuses est bien établie : la défense contre l'agresseur - la libération des peuples gouvernés par des États d'autres nationalités - la défense de la civilisation libérale et démocratique. Mais une tradition non moins solide de la doctrine et de la lutte marxistes est l'opposition au pacifisme, idée et programme très vague, mais qui, lorsqu'il n'est pas le masque hypocrite des fauteurs de guerre, se présente comme la stupide illusion se présente comme la

stupide illusion de la recherche d'une entente entre courants et classes opposés pour «l'abolition de la guerre» et la «paix universelle», au lieu du développement et de l'approfondissement des luttes de classe.» (1)

Dans la guerre russo-ukrainienne, tous ces motifs frauduleux sont apparus, y compris la revendication pacifiste pour l'abolition de la guerre et pour la paix entre les peuples.

La défense contre l'agresseur : pour l'Ukraine bourgeoise et les impérialistes euro-américains, l'agresseur d'aujourd'hui est la Russie de Poutine, parce elle a franchi les frontières séparant les deux pays avec ses chars, envahissant l'Ukraine douce, pacifique et démocratique. Pour cette seule raison,

(Suite en page 14)

Le gouvernement continue ses attaques, les syndicats isolent et saucissonnent les luttes

(Suite de la page 1)

«préserver notre système de retraites», elle est en réalité nécessaire pour préserver le taux de profit moyen du capitalisme: en France comme dans les autres pays capitalistes le maître mot est la chasse aux «dépenses improductives», c'est-à-dire les dépenses de «protection sociale» dont les pensions de retraite représentent la plus grosse partie, autour de 14% du «produit intérieur brut» (PIB) en France selon les chiffres les plus récents.

Mais le plus intolérable pour les capitalistes français est que ces dépenses sont en général plus basses dans les autres pays européens (36% du PIB contre 30,3% en Allemagne et 30% en moyenne dans l'Union européenne en 2020) (1): dans une situation de concurrence accrue où il perd des parts de marché, ces dépenses constituent un handicap. Les gouvernements bourgeois, de gauche ou de droite, ont donc été chargés de diminuer les «charges sociales» des entreprises pour rogner ces dépenses, que ce soient les pensions de retraite, les dépenses de santé, les allocations de chômage, etc., et ils n'ont pas rechigné à la besogne; le gouvernement Macron ne fait que suivre le mouvement, en l'accentuant seulement à cause de la crise. Ces «charges sociales» constituent ce qu'on appelle le salaire «différé» ou salaire «indirect», à savoir la part du salaire qui n'est pas directement versée par le patron au salarié, mais qui lui est payée sous forme de prestations sociales diverses (2). La baisse des charges et par suite des prestations sociales, constitue donc un attaque contre les salaires: c'est une mesure directement anti-prolétarienne qui a pour but d'accroître le profit capitaliste.

SYNDICATS ET PARTIS DE GAUCHE RÉPONDENT AUX ATTAQUES PAR DES SIMULACRES DE LUTTE

Les directions syndicales ont répondu à la fois contre l'érosion du «pouvoir d'achat» et les menaces sur les retraites par leur vieille pratique des «journées d'action» à répétition: le 22 septembre pour le secteur de la santé, journée interprofessionnelle le 29 septembre puis le 18 octobre, le 10 novembre, tandis que les partis de gauche organisaient une manifestation à Paris («mar-

che contre la vie chère, etc.)) le 16 octobre. Force est de constater que cette débauche d'initiatives n'a pas entamé la détermination du gouvernement. Comment en serait-il autrement? Il sait d'expérience qu'il n'a rien à craindre de ces «partenaires sociaux» qui ont démontré à nouveau qu'ils contrôlaient la situation; même la journée du 18 octobre présentée à grand bruit par les médias comme une terrible grève générale, alors que continuait la grève des raffineries, n'a pas eu un grand retentissement, les syndicats ayant fait le minimum pour mobiliser les travailleurs (3). En dépit des discours, la grève des raffineries est restée isolée, la CGT faisant tous ses efforts pour que les réquisitions se passent dans le calme et les raffineries ont repris le travail les unes après les autres. Les autres journées ont eu encore moins d'écho. Cela ne signifie pas que le mécontentement ne soit pas général ou que les prolétaires soient résignés: le succès du mouvement à la RATP montre le contraire. Mais ils sont à juste titre sceptiques sur l'utilité de ces journées d'action à répétition.

Devant cette attitude certains groupes d'«extrême» gauche essayent de radicaliser un peu leur discours; c'est ainsi que Lutte Ouvrière appelle à un

«plan de combat» «pour que les salaires suivent les prix» (sic) (4), reprenant ainsi le dada du groupe Révolution Permanente (RP issu du NPA) qui voit la solution pour les travailleurs dans l'élaboration d'un «plan de bataille». Mais s'adressant aux syndicats, ces formules ronflantes ne sont que de la poudre aux yeux: pour que ces organisations collaborationnistes adoptent de tels plans, il faudrait d'abord qu'elles veuillent vraiment combattre! Or en partisans de la collaboration de classe elles veulent avant tout la concertation, pas la lutte.

La voie à suivre on la trouve sur le site même de RP (5); c'est celle des travailleurs de Daher (Toulouse) qui devant l'inaction syndicale, se sont organisés à la base pour faire grève: la voie de l'organisation et de la lutte indépendante de classe, en rupture avec la collaboration de classe et tous ceux qui la propagent. C'est là la seule solution pour la défense immédiate des intérêts prolétariens!

(1) cf. FIPECO, 3/6/2022

(2) Dans la comptabilité des entreprises les charges sociales font partie de la rubrique des dépenses de salaire.

(3) A Marseille par exemple la CGT était même absente de la manif à laquelle elle appelait!

(4) cf. LO, 27/10/22

(5) [https:// www. revolutionpermanente. fr/ Toulouse-200-grevistes-a-Dah](https://www.revolutionpermanente.fr/Toulouse-200-grevistes-a-Dah)

Assez d'éternelles «journées d'action» ! Lutte ouverte de classe contre les patrons et l'Etat bourgeois !

(tract diffusé par nos camarades)

Dès le début de juillet l'intersyndicale avait annoncé la rituelle «journée d'action» de la rentrée, qui fait suite à celle du début de l'année, qui faisait suite à celle du mois d'octobre, qui faisait suite... Cette interminable série est la démonstration, s'il le fallait, que ces «journées d'action» ne servent à rien; bien loin d'être, selon le jargon des directions syndicales, des «temps forts» de la mobilisation des prolétaires, elles ne servent qu'à les démobiliser: elles n'ont en effet pas d'autre but que de servir de soupape de sécurité face au mécontentement qui s'accumule parmi les travailleurs en donnant l'illusion de la lutte – et en redonnant une image un peu combative aux organisations syndicales. Ces journées d'action sont sa-

vamment distillées pour calmer les prolétaires alors qu'ils reçoivent une grêle de coups, que ce soit en raison de l'inflation qui se traduit par une baisse du «salaire réel», en raison des mesures gouvernementales déjà prises (loi sur le chômage) ou annoncées (retraites), ou en raison de la dégradation des conditions de travail dans les entreprises.

Les organisations qui composent l'intersyndicale, en dépit de déclarations dans les médias, ne cherchent en réalité pas à organiser une lutte réelle, de classe, contre les capitalistes et leur Etat; lorsqu'elles sont à la tête d'une lutte, comme chez les raffineries, elles la laissent isolée, ne s'opposent pas aux réquisitions, se contentant de gémir sur les atteintes au droit de grève et, en

Italie: un nouveau gouvernement sous le signe de Dieu, de la patrie et de la famille. Les capitalistes accroissent leur force autoritaire et réactionnaire. Comme toujours pour les prolétaires, l'effet c'est plus de misère, de larmes et de sang!

Le 25 septembre 2022, le énième tour électoral est arrivé à son terme, avec son cortège de déclarations, d'interviews, de commentaires, tous utiles pour remettre en évidence le profond abrutissement du peuple des moutons.

Les résultats ont confirmé la victoire annoncée de la coalition dite de «Centre-droit», formée par *Fratelli d'Italia* («Frères d'Italie» de Meloni), *Lega* («La Ligue» de Salvini) et *Forza Italia* (Allez l'Italie de Berlusconi), qui a remporté 44 % des voix, tandis que 26 % sont allés au «Centre-gauche» formé par le *Partito Democratico* («Parti Démocrate», PD de Letta), *Sinistra Italiana* («Gauche italienne» de Fratoianni) et les *Verdi* («Les Verts» de Bonelli). Environ 16% sont allés au *Movimento 5 Stelle* («Mouvement 5 étoiles», MS5 de Conte) et enfin un peu plus de 7% à la coalition entre *Italia Viva* («Vive l'Italie» de Renzi) et *Azione* («Action» de Calenda), pompeusement baptisée *Terzo Polo* («Troisième Pôle»).

La plupart des prévisions des instituts statistiques étaient proches du résultat final, sauf pour le MS5 pour lequel, après la débâcle des gouvernements Conte1 et Conte2 et la scission des partisans de Di Maio, personne ne s'attendait à ce qu'il obtienne un résultat plus que significatif, et pour la Lega pour laquelle personne ne prédisait une perte aussi importante par rapport aux

élections précédentes. Cette fois encore et selon les standards italiens, l'abstention a été plutôt élevée, autour de 36% ; une abstention certainement due à une partie de la population complètement indifférente à la politique, mais aussi à cette partie de la population dégoûtée surtout par le comportement des partis de la soi-disant «gauche», à commencer par le PD. Il n'est pas exclu que plusieurs partis comptaient sur une abstention encore plus élevée, ce qui leur aurait permis de faire jouer le nombre de sièges au parlement sur une base électorale plus «contrôlable». Comme c'est le cas depuis longtemps, il était hors de question dans cette campagne électorale que les partis expliquent leurs programmes et les mesures concrètes qu'ils prendraient s'ils entraient au gouvernement. Au lieu de cela, ils ont rempli leurs meetings et leurs déclarations de refrain usé de la baisse des impôts, de l'appel habituel à la croissance économique, de la nécessité de s'attaquer à la récente crise du gaz et du soutien de Zelensky à la guerre en Ukraine.

Ainsi, après s'être appelé *Movimento Sociale Italiano* («Mouvement so-

cial italien», MSI) et *Alleanza Nazionale* («Alliance nationale»), le parti de la droite historique qui se présente maintenant comme *Fratelli d'Italia*, a pris une réelle revanche non seulement sur les partis traditionnellement opposés - comme l'ex-PCI, les ex-*Democratici di Sinistra* («Démocrates de gauche») et l'actuel *Partito Democratico* - mais aussi sur les alliés du centre-droit, de la *Lega* et de Berlusconi, c'est-à-dire ceux qui ont derrière eux une expérience de gouvernement depuis vingt ans et qui ont toujours traité Meloni comme un poussin qui avait encore tout à apprendre du monde... Il est clair que les Berlusconi et Salvini, bien que politicards et flibustiers chevronnés, ont fait un mauvais calcul. Au lieu de cela, le poussin s'est révélé être un petit faucon, prêt à utiliser ses serres pour renforcer sa position et également, maintenant qu'il est devenu le premier parti d'Italie, son influence au sein d'une coalition dont la direction s'est usée et grillée ces derniers temps.

Il était donc évident que la présidente de *Fratelli d'Italia*, Giorgia Meloni, devienne la première ministre, et c'est à elle, en effet, que le président de la République a confié la tâche de former le

(Suite en page 4)

bons légalistes, en se tournant vers les tribunaux bourgeois. Mais l'application de la loi bourgeoise, anti-prolétarienne par nature, dépend du rapport des forces sur le terrain : en 1963 lors de la grande grève des mineurs, les grévistes avaient refusé d'obéir à la réquisition imposée par le pouvoir gaulliste.

En réalité les organisations de l'intersyndicale privilégient systématiquement la concertation avec les patrons et le gouvernement: elles craignent plus que tout une lutte de classe réelle qui mettrait en danger la collaboration de classe à laquelle elles sont indissolublement attachées. C'est la raison pour laquelle elles font échouer toutes les luttes qui prennent de l'ampleur et isolé les autres. Il suffit de se rappeler comment l'intersyndicale a saboté la lutte pour les retraites en 2019-2020, ou avant la lutte contre la « loi travail » en 2017 et bien d'autres.

Mais de leur côté les capitalistes qui ont été massivement soutenus par l'Etat bourgeois et le gouvernement à leur service lors de la crise du Covid et qui le sont encore aujourd'hui face à la

flambée des prix de l'énergie n'entendent pas alléger l'exploitation ni relâcher la pression sur les travailleurs. L'attitude de Total, face aux grévistes malgré ses profits pharamineux (que le gouvernement ne veut surtout pas écorner), en est l'illustration.

URGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE!

Les organisations signataires parlent de « l'urgence salariale ». Effectivement les salaires stagnent alors que les prix à la consommation ne cessent d'augmenter. Mais pour défendre et augmenter les salaires, pour améliorer les conditions de vie et de travail, pour faire face aux mesures répressives, ce n'est pas la voie de la collaboration avec les patrons qu'il faut suivre. Les prolétaires savent évidemment qu'ils ne doivent pas s'en remettre à la bonne volonté des capitalistes ou à la bienveillance de l'Etat ; mais il ne faut pas davantage faire confiance à ceux qui ne jurent que par la négociation entre « partenaires sociaux » : les capitalistes et leur Etat ne

sont pas des *partenaires*, ce sont des *adversaires* de classe qu'il faut combattre pied à pied ! Pour que les luttes puissent être victorieuses les prolétaires doivent les prendre en mains, les organiser et les mener en dehors du sabotage des organisations collaborationnistes : il y a **urgence à suivre la voie de la lutte de classe véritable !**

Rupture avec les orientations de collaboration de classe des directions syndicales et de leurs larbins qui ne mènent qu'à la défaite !

Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, français et immigrés, contre les attaques capitalistes !

Augmentation générale des salaires, des allocations chômage et de tous les minima sociaux !

Régularisation des travailleurs sans papiers !

Lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat, selon les méthodes et les moyens de la lutte de classe !

Italie: un nouveau gouvernement sous le signe de Dieu, de la patrie et de la famille. Les capitalistes accroissent leur force autoritaire et réactionnaire. Comme toujours pour les prolétaires, l'effet c'est plus de misère, de larmes et de sang!

(Suite de la page 3)

gouvernement. Sans entrer dans les détails des querelles, échauffourées et altercations qu'il y a certainement eu - et qu'il y aura encore - entre les Meloniens et leurs alliés, Meloni et ses acolytes travaillaient depuis un certain temps à la formation du gouvernement, et avaient depuis longtemps déclaré que ce gouvernement serait «de haut niveau», non pas «technique»(comme celui de Draghi), mais «politique».

Mais les prolétaires se soucient-ils vraiment de savoir si le prochain gouvernement est «technique» ou «politique», s'il s'agit du gouvernement des «meilleurs» ou d'un gouvernement «de haut niveau»? Que peuvent-ils attendre du prochain gouvernement ?

Avec ses 23 ministres et au moment où nous écrivons, le gouvernement qui s'est présenté au Quirinal et a formellement prêté serment d'allégeance à la Constitution et à la République, sera de toute façon le gouvernement de la classe dirigeante bourgeoise (surtout de la Confindustria - Confédération générale de l'industrie italienne -, de la Confagricoltura - Confédération générale de l'agriculture italienne -, des industries de l'armement, des infrastructures et des ressources énergétiques), dont il a déjà reçu la bénédiction, avant même la présidence de la République, et sera un gouvernement inévitablement **fort** et clairement **anti-prolétarien**. Contrairement aux gouvernements dits modérés ou de centre-gauche - toujours anti-prolétarien mais qui, pour leur propre crédibilité à l'intérieur et à l'extérieur du pays, devaient être perçus comme des gouvernements attentifs non seulement aux besoins des capitalistes mais aussi à ceux des travailleurs -, le gouvernement de droite affirmé comme celui qui se présentera dans les prochains jours au parlement pour un vote de confiance, peut se payer le luxe d'être un peu plus franc quant à la politique qu'il entend appliquer tout au long de la législature.

Sa politique sociale ne s'écartera pas beaucoup de celle inaugurée par Draghi et ses prédécesseurs : les prolétaires, en tant que salariés, devront se soumettre encore plus, si possible, aux exigences des entreprises et seront de plus en plus **évalués** en fonction du **mérite** qu'ils auront su exprimer dans leur **travail**. Cela signifie accroître la concurrence

entre prolétaires, les opposer les uns aux autres et soumettre leurs performances à un suivi et un contrôle beaucoup plus strict que ce n'était le cas jusqu'à présent. Le mérite, qui pour l'idéologie bourgeoise est la reconnaissance de l'efficacité et de la performance dans l'exécution du travail, deviendra l'un des axes sur lesquels les entreprises et l'État établiront les augmentations de salaire, les évolutions de carrière, etc. En cas de crise de l'entreprise, il servira aussi **ouvertement** de critère pour décider quels travailleurs seront licenciés et lesquels ne le seront pas. La croissance économique de chaque entreprise, et donc son profit, sera toujours plus l'objectif dont dépendront toutes les décisions que la direction prendra d'une confrontation à l'autre avec ses employés ; et à travers elle, passera l'idée que les conventions collectives de travail auront un poids de moins en moins décisif dans la gestion de chaque entreprise. En effet, l'intérêt du capitaliste est non seulement d'accroître la concurrence en général entre les salariés, mais aussi de l'accroître dans au sein de chaque entreprise, quel que soit le secteur économique auquel elle appartient. Cela signifie également que la main-d'œuvre employée de manière permanente aura tendance à diminuer dans toutes les entreprises et que la main-d'œuvre saisonnière, intérimaire et occasionnelle augmentera. Cela se fait déjà depuis un certain temps dans de nombreuses entreprises, mais la tendance est d'étendre cette méthode à toutes les entreprises et tous les secteurs, industriel, agricole, commercial, financier, administratif, etc. Pour parvenir à un tel résultat et afin de ne pas encourir de grands mouvements de grève et de protestation, le capitalisme a dû habituer la jeune génération des prolétaires à la précarité du travail et à la précarité de la vie, phénomène qui se développe depuis quelques décennies. La transition d'une génération prolétarienne à l'autre, admettons des prolétaires travailleurs des années 1950-1970 aux prolétaires travailleurs des années 1980-2000, s'est faite par l'érosion lente et régulière des filets de sécurité sociale, des «droits» syndicaux et de la défense juridique des droits des travailleurs. Dans cette transition, le travail anti-prolétarien de pompiers sociaux des syndicats collaborationnistes, à commencer par la CGIL, qui ose encore

se vanter d'une lointaine histoire glorieuse de luttes qu'elle a en fait complètement trahies, a été décisif car les capitalistes, dans la nouvelle République démocratique et antifasciste n'avaient aucun intérêt à utiliser les mêmes méthodes répressives du fascisme contre les luttes ouvrières et les syndicats de classe finalement reconstitués. Au contraire, ils avaient intérêt à ce que les nouvelles associations économiques ouvrières renaissent sur la base de la collaboration entre les classes qui avait déjà eu lieu dans la lutte partisane antifasciste. Le drapeau tricolore patriotique devait l'emporter à la fois sur le drapeau rouge prolétarien et sur le drapeau noir fasciste ; ainsi le drapeau rouge prolétarien a été noyé dans le tricolore, et avec lui le syndicalisme de classe traditionnel, tandis que le drapeau noir fasciste n'avait pas besoin d'être ressuscité contre le drapeau rouge prolétarien puisque ce dernier ne mettait plus en danger ni les profits du capital ni le pouvoir politique bourgeois.

Depuis lors, huit décennies se sont écoulées, dont trois, de 1945 à 1975, de forte expansion capitaliste dans le monde entier, et surtout dans le monde impérialiste occidental ; des décennies au cours desquelles n'ont pas manqué de fortes crises économiques et sociales et de guerres, dont les puissances bourgeoises sont toujours sorties renforcées. Les luttes ouvrières n'ont certes pas manqué, dures, très dures, et la répression n'a pas manqué non plus, également dure et très dure, démontrant que si la démocratie bourgeoise t'offre le bulletin de vote et te promet de respecter les droits promis et écrits, elle n'a aucun scrupule à utiliser les méthodes répressives les plus brutales pour rétablir et maintenir un ordre qui est essentiellement une défense du pouvoir politique bourgeois et du profit capitaliste.

La démocratie postfasciste, tout en inscrivant dans sa constitution l'interdiction de la réorganisation fasciste, a permis dès le départ l'activité d'un mouvement ex-fasciste, comme le *Movimento Social* (MSI), qui a débarqué au parlement par le biais d'élections politiques, donc démocratiquement. Ses successeurs sont toujours discrètement et ouvertement en activité, à l'intérieur et à l'extérieur du parlement. La pacification nationale, tant propagée après la Seconde Guerre mondiale, au point d'assimiler les fascistes de la «République de Salò» (1), morts dans leur guerre contre les démocrates, aux partisans de la Résistance, morts dans leur guerre contre les fascistes et les nazis, a toujours été placée sous le signe de la collaboration entre les classes, qui est encore saluée comme le résultat le plus élevé, le plus civilisé, le plus noble qu'une nation puisse atteindre.

Mais la réalité du capitalisme, d'une

société dans laquelle les inégalités, au lieu de diminuer, ne cessent d'augmenter, dans laquelle les conditions d'existence de l'écrasante majorité de la population sont extrêmement barbares et frôlent de plus en plus la pauvreté absolue (en Italie, les chiffres officiels indiquent que 5,8 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté et, en comptant ceux qui sont classés comme pauvres, le chiffre s'élève à plus de 15 millions !), où la sécurité au travail n'a jamais existé (en 2022, il y aura encore 3 morts au travail par jour !), où les jeunes ne sont assurés d'aucun avenir, si ce n'est de travailler pour des salaires de misère ou de vivre une existence de chômeur, est une réalité qui convient uniquement et exclusivement à la bourgeoisie riche, aux capitalistes et à leurs larbins au parlement et en dehors du parlement.

Du gouvernement bourgeois, en général, les prolétaires ne peuvent rien attendre de bon. Le peu de droits et d'avantages qu'ils ont obtenu - d'ailleurs pas pour tous, mais seulement pour une partie d'entre eux - est dû en tout cas aux luttes des générations prolétariennes des années 1950-1970 du second après-guerre; droits et avantages qui disparaissent de plus en plus, tandis que les poches des capitalistes se gonflent hors de toute proportion.

Des larmes et du sang: voilà l'avenir proche du prolétariat. Et pendant que les superprivilegiés assis au parlement discutent du sexe des anges, le prolétariat est de plus en plus écrasé par la machine cynique du profit capitaliste.

Comme si cela ne suffisait pas, leurs énergies sont encore plus essorées par l'intérêt de l'impérialisme italien à participer à la guerre russo-ukrainienne aux côtés des impérialistes euro-américains. La propagande antirusse de cette année invoque encore plus la collaboration de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie en brandissant l'épouvantail d'une Russie qui veut attaquer militairement l'Europe, alors qu'il est évident pour toute personne sensée que cette «agression» ne se produira jamais, sans parler d'une agression avec des armes nucléaires, qui suscite la peur de la fin du monde. Le capitalisme, et donc la bourgeoisie, est sans doute cynique, destructeur, inhumain, mais il n'est pas suicidaire, tout comme la bourgeoisie elle-même, en tant que classe dominante, ne se suicidera jamais.

Pour mettre fin au capitalisme, à cette société destructrice de la vie sociale et de l'environnement, nul besoin d'une bourgeoisie revenue à la raison, une bourgeoisie à «visage humain», d'une bourgeoisie qui savoure les prières de sa sainteté le Pape. Que son gouvernement soit de droite ou de gauche, qu'il soit conservateur ou social-démocrate, monarchiste ou travailliste, ses données

génétiques ne changent pas : c'est toujours un gouvernement qui, dans les diverses situations où le rapport de force entre les États et entre les classes évolue, exprime les intérêts généraux de la classe bourgeoise, intérêts qu'il défend par tous les moyens.

Contre la classe dominante bourgeoise doit se dresser la seule classe sociale qui, historiquement, a la force et la tâche de renverser son pouvoir : **la classe du prolétariat**. Elle l'a démontré dans l'histoire passée, elle le démontrera dans l'histoire future, non pas par une sorte d'investiture divine, non pas par un accident historique, mais par la combinaison dialectique des facteurs historiques qui a toujours régi le développement des forces productives, en commençant par la société esclavagiste, puis en passant par la société féodale et enfin par la société capitaliste, la dernière société divisée en classes antagonistes dans laquelle se sont formées les bases économiques pour le saut de la société divisée en classes à la société sans classes, c'est-à-dire au communisme. Il s'agit de parcours historiques, et non d'événements épisodiques ; le développement des contradictions qui s'accumulent au sein de la vieille société doit donc atteindre le point de non-retour. Et l'une des contradictions décisives est celle relative à la formation de la classe des travailleurs salariés, la classe des producteurs réels de toutes les richesses qui existent dans le monde et dont les diverses bourgeoisies nationales s'emparent directement par la domination de la propriété privée des moyens de production. Pour arracher la propriété des moyens de production des mains de la bourgeoisie, des capitalistes, et transformer les moyens de production en moyens non pas pour le profit capitaliste, mais pour répondre aux besoins de l'humanité, il est nécessaire d'arracher le pouvoir politique des mains de la classe dominante bourgeoise, d'abattre son État et sa dictature, et d'établir le pouvoir politique de classe du prolétariat, sa dictature de classe.

Alors que la bourgeoisie a toujours caché sa véritable dictature de classe par le biais de la démocratie, des droits, des lois, des élections, de la «libre entreprise», du «libre choix individuel», etc., le prolétariat n'a pas besoin de cacher quoi que ce soit et déclare ouvertement que ce sera la **guerre de classe** contre la bourgeoisie qui décidera du sort de la société, et que c'est la dictature de classe ouverte du prolétariat une fois au pouvoir, qui mettra la société sur la voie du dépassement définitif de toutes les divisions sociales en classes. Bien sûr, la route est longue, parsemée de difficultés de toutes sortes, précisément parce que la bourgeoisie ne se suicide pas, n'abandonne pas spontanément le pouvoir, ne se résigne pas à être

vaincue. Pour que ce processus historique ait un développement positif, le prolétariat doit être guidé et organisé par son **parti de classe**, par le parti communiste révolutionnaire, qui possède la connaissance des processus historiques et a accumulé, à travers la théorie marxiste, l'expérience historique et les bilans historiques des révolutions et des contre-révolutions.

C'est dans ce but que les communistes révolutionnaires luttent, dans toutes les situations, dans tous les pays où ils se trouvent, même dans la situation la plus négative comme celle d'aujourd'hui, mais dans la certitude que le capitalisme n'est pas éternel, qu'il a une fin et que sa fin sera provoquée par la révolution prolétarienne mondiale victorieuse.

22 octobre 2022

(1) En septembre 1943, Mussolini, fuyant la poussée des armées alliées et répondant aux ordres de l'Allemagne, fonde dans le nord de l'Italie la «République de Salò», d'où il tentera de résister au désastre militaire à venir.

« Il Comunista »

N° 174 Luglio- Settembre 2022

Nell'interno

- E' interesse borghese che i proletari si perdano nei fetidi meandri della democrazia e del parlamentarismo. Gli interessi proletari vanno conquistati con la lotta di classe
- Ucraina: i lavoratori sotto attacco.
- Sulla guerra russo-ucraina: Contro la guerra, su entrambi i fronti, mentre la guerra continua
- Gran Bretagna. Contro la brutalità dei conservatori, l'ostilità dei laburisti, il tradimento dei sindacati, i proletari si stanno mobilitando per difendere i loro interessi
- Riunione Generale, Milano 14-15 maggio 2022
- Pace sociale e guerra imperialista (da "programma comunista", n. 11 del 1960)
- La guerra del gas
- Quadro internazionale/Le nostre prese di posizione: Negato il diritto all'aborto negli Stati Uniti d'America; I disoccupati organizzati di Napoli di nuovo sul terreno unificante della lotta classista
- La democrazia borghese non garantisce mai i diritti che promette anche con le leggi
- Guerra in Ucraina: il disgustoso opportunismo del "Movimento Comunista - Kolektivni proty Kapitálu
- Alternanza scuola-lavoro.

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

37 migrants tués à la barrière de Melilla, des centaines d'autres blessés: l'Espagne vise, le Maroc tire!

Selon les derniers chiffres fournis par les ONG, le nombre de migrants tués vendredi 24/6 alors qu'ils tentaient d'entrer en Espagne s'élève désormais à 37. Le Maroc, et l'Espagne avec lui, affirment qu'il y en a beaucoup moins, mais les images diffusées par les médias, où l'on peut voir des cadavres empilés comme dans une scène de guerre, contredisent la version du gouvernement alaouite.

D'après ces mêmes ONG, 2 000 migrants, pour la plupart d'origine subsaharienne, ont tenté de franchir la barrière de sécurité séparant Melilla du Maroc vendredi matin. Ces migrants attendaient depuis des semaines du côté marocain de la frontière, dans les forêts de la région, pour tenter de passer en Espagne par la partie la plus facile, celle qui borde le quartier chinois de la ville. Au moment du passage, la gendarmerie marocaine a utilisé des équipements anti-émeutes contre eux, les forçant à battre en retraite et les faisant tomber dans un ravin qui agit comme une défense naturelle de la frontière. Alors que les immigrants tombaient, la police a continué à leur tirer dessus, provoquant le massacre. En plus de ceux qui sont morts immédiatement des coups qu'ils ont reçus avec des bidons de gaz jetés à bout portant ou par la chute sur la pente, il faut ajouter ceux qui ont perdu la vie étouffés sous le corps de leurs compagnons.



Les quelques centaines de migrants qui ont réussi à sauter la clôture, bien qu'ils aient eu plus de chance que ceux qui sont tombés morts ou grièvement blessés, ont dû faire face à la Garde civile et aux gendarmes marocains qui ont été autorisés à entrer (illégalement selon la loi espagnole) pour aider à répri-

mer, capturer et renvoyer les immigrants. Ils n'ont pas été tués, comme cela s'est produit de l'autre côté de la barrière, mais ils ont subi les passages à tabac des policiers des deux pays: c'est la véritable solidarité qui existe entre les mercenaires à la solde des deux États, pour lesquels il n'y a aucune restriction lorsqu'il s'agit de cibler les jeunes qui ont subi depuis des mois, voire des années, les affres d'un voyage éprouvant au cours duquel le manque d'eau et de nourriture adéquate les a laissés épuisés.

Après le massacre, le gouvernement espagnol n'a pas tardé à saluer l'action des forces répressives espagnoles et marocaines, louant par la voix du premier ministre socialiste Pedro Sánchez l'opération policière contre la « violence » des migrants : des dizaines de morts, pour le gouvernement et le Parti socialiste, c'est un bon résultat face à la « crise migratoire » à laquelle ils réclament depuis des années une solution « humanitaire ». Le parti dit de la gauche radicale Unidas Podemos, l'autre partenaire du « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » a pris la décision énergique d'exiger... une enquête judiciaire pour clarifier ce qui s'est passé, c'est-à-dire pour savoir si les migrants ont été tués légalement ou illégalement. Enfin, la ministre du Travail et *super candidate* de la prochaine coalition de gauche, Yolanda Díaz, a adressé ses « sincères » condoléances aux familles des victimes, attristées sans doute par leur fin tragique... Telle est la réalité d'un gouvernement qui, chargé de gérer les intérêts immédiats et généraux de la classe bourgeoise, constitue la principale garantie du maintien de la politique répressive contre les immigrés qui cherchent à trouver une vie meilleure, fuyant la faim et la misère de leurs pays d'origine, dans le « paradis » européen. Demain, lorsque les médias auront épuisé leur quota de sensationnalisme sur cette question et que la page pourra être tournée, ils crieront une fois de plus contre la progression du parti Vox, dénonçant le succès de l'extrême droite et la menace du fascisme...

Au-delà de la politique répressive que tous les gouvernements bourgeois, de gauche ou de droite, maintiennent à la frontière avec le Maroc, ces morts sont la conséquence directe du virage de la politique étrangère que le gouvernement a pris ces derniers mois : poussé par la pénurie de sources d'éner-

gie causée par la guerre en Ukraine et l'arrêt partiel de l'approvisionnement en gaz russe de l'Europe, le gouvernement espagnol a adhéré à la doctrine américaine qui fait du Maroc le principal allié occidental dans la région du Maghreb, lui apportant un soutien qui lui permet de développer ses intérêts politiques, économiques et militaires dans la région au détriment de l'Algérie. À cette fin, en avril de cette année, Madrid a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en soutenant son projet d'autonomie pour la région, ce qui implique de reconnaître le droit de disposer de ce territoire comme s'il faisait partie du pays, en laissant de côté le projet de référendum d'autodétermination proposé par les Nations Unies et accepté par l'Espagne jusque-là. Cela signifie que l'Espagne renonce à ses droits en tant que puissance administrante du Sahara Occidental et reconnaît comme *légitime* l'occupation marocaine qui date de 1975, en échange du fait que le Maroc permet l'accès au gaz naturel transporté par le gazoduc qui traverse son territoire. La situation est ainsi la suivante: l'Europe obtient une source supplémentaire de gaz naturel, qui s'ajoute aux routes russes et algériennes déjà diminuées (l'algérienne si elle ne passe pas directement par l'Espagne, le fera par l'Italie) tout en s'alignant sur la politique étrangère américaine en Afrique du Nord. Le Maroc est renforcé en tant que force régionale de premier plan, étendant définitivement son contrôle sur le Sahara Occidental et garantissant ainsi sa victoire contre le Front Polisario. Enfin, l'Espagne remplit son rôle de médiateur entre les grandes puissances et cède ses droits en tant qu'ancienne puissance coloniale, au détriment de ses relations commerciales et ses bonnes relations traditionnelles avec l'Algérie: elle prend le parti du Maroc dans le conflit latent qui existe au Maghreb entre ce pays et l'Algérie, mais obtient à la fois une source d'énergie sûre et les services du régime alaouite comme police des frontières. La dite « frontière sud », qui sépare l'Europe de l'Afrique et qui a un point clé au Maroc, est renforcée par la garantie policière d'un pays qui, comme on le sait, n'a pas guère d'égards pour les masses de migrants qui utilisent son territoire comme dernière étape avant d'entrer en Europe.

Les conséquences de cette nouvelle répartition de l'influence impérialiste au Maghreb sont évidentes ; si, il y a un peu plus d'un an, l'État marocain a ouvert les barrières de Ceuta pour permettre aux migrants d'entrer en Espagne, conduisant à une intervention militaire espagnole dans la région, ven-

dredi dernier, il en a assassiné des dizaines qui tentaient de passer. L'Espagne reçoit ainsi le juste prix pour son changement de cap en matière internationale, le danger immigré est contenu par l'action répressive des forces de police marocaines et la *Guardia Civil* peut se contenter de regarder de loin. Les morts sont le prix payé par la diplomatie européenne et espagnole, tout comme les milliers de migrants réprimés aux frontières libyenne ou turque, où il existe de véritables camps de concentration dont la fonction est de bloquer le passage à l'immigration africaine et asiatique. Face à la résurgence des tensions impérialistes, à l'aggravation de la situation économique et au renforcement des vents de guerre, l'Europe, se protège, en l'occurrence à travers l'Espagne, contre les masses de migrants que les bourgeoisies considèrent comme un danger potentiel pour la stabilité économique et sociale de leurs pays. Ces prolétaires, fuyant la situation de profonde misère qu'ils connaissent dans leurs pays, sont poussés vers les frontières européennes avec une force croissante. Ils subissent les mauvais traitements des mafias, la répression de la police de tous les États, qui veulent leur mort comme au Maroc ou en faire

des esclaves comme en Libye ; et s'ils parviennent enfin à entrer en Europe, ils trouvent non pas le paradis rêvé mais une vie de main-d'œuvre à bon marché et jetable à tout moment, sous la pression perpétuelle des forces répressives, avec la menace d'emprisonnement dans des camps de rétention ou d'expulsion vers des pays prêts à les accepter pour les enfermer dans des camps de réfugiés en échange d'une compensation financière versée par l'UE. Et ceci se passe à la frontière de l'Espagne comme à celle de la Grèce ou des États Unis.

Les migrants qui veulent entrer dans les pays du soi-disant premier monde sont en réalité nécessaires pour la bourgeoisie qui a besoin d'une force de travail bon marché et exploitable sans les conditions que la législation sociale et du travail des pays capitalistes développés maintient pour ses prolétaires indigènes ; mais ils le sont à condition qu'ils arrivent suffisamment disciplinés ; à condition qu'ils entrent en Europe ou aux États-Unis en sachant ce qu'ils sont (des prolétaires à exploiter), ce qu'on attend d'eux (soumission et acceptation de tout ce qui leur est demandé) et quel peut être leur sort (prison, déportation ou mort) s'ils désobéissent.

Mais ces mesures ne les arrêteront pas. La faim et la pauvreté les forcent à émigrer pour vivre. Et tout en fuyant leur destin dans leurs pays d'origine, ils apportent matériellement avec eux la force de la rébellion, orientée aujourd'hui pour trouver un passage vers l'Europe ou les États-Unis, mais qui pourra se tourner, demain, dans d'autres conditions de lutte du prolétariat indigène, vers la lutte de classe. Ces prolétaires qui n'ont rien à perdre mais qui ont la force de se débarrasser des chaînes avec lesquelles on veut les soumettre, pourront apporter, dans un avenir pas trop lointain, une contribution décisive, fondée sur la force et la rébellion, au prolétariat occidental pour qu'il se libère de l'ivresse démocratique et collaborationniste, en s'unissant dans une lutte commune. C'est cela que craint la classe bourgeoise de toutes les nations.

Solidarité avec les travailleurs migrants!

Pour l'unité de classe du prolétariat, au-delà des différences de race, de nationalité, de sexe ou d'âge !

Pour la reprise de la lutte de classe !

25/06/2022

Ocean Viking: solidarité de classe avec les migrants et les réfugiés!

La triste affaire de l'«Ocean Viking» ce navire qui avait recueilli des migrants à la dérive en mer et qui a attendu plus de 20 jours avant d'être autorisé à les débarquer à Toulon, démontre une fois de plus toute l'hypocrisie des États bourgeois et leur mépris de la vie humaine.

Devant ces migrants qui risquent leur vie pour fuir une situation insupportable et qui venaient semble-t-il de Libye où ils ont été victimes de mauvais traitements de tortures, d'agressions sexuelles, pas d'élan de solidarité organisé par les médias et toutes les forces politiques religieuses et autres comme dans le cas ukrainien! Il faut dire que dans ce dernier cas il s'agit d'européens, originaires en outre d'un pays fortement soutenu car au centre d'un conflit interimpérialiste avec la Russie. Dans le premier cas au contraire il s'agit de réfugiés extra-européens, venant de pays anciennement colonisés ou sous la domination impérialiste: on ne prend pas des gants pour traiter les ressortissants de pays dont les richesses sont vouées au pillage et les prolétaires à une exploitation bestiale!

Le gouvernement français, qui avait

refusé en 2018 d'accueillir les réfugiés de «l'Aquarius» (ils avaient dû aller en Espagne), affirme avoir agi par «*souci humanitaire*». Mais ce prétendu souci humanitaire est bien limité: les migrants ont débarqué dans une zone dite «internationale» et pas sur le sol français, selon les déclarations préfectorales, et ils sont sous contrôle étroit de la police; leurs demandes d'asile seront examinées très rapidement et ceux qui ne rempliront pas les critères voulus seront renvoyés dans leur pays; soucieux de ne pas donner prise aux critiques de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement entend en fait appliquer le mot d'ordre du député RN: «*qu'ils retournent en Afrique!*».

De plus pour se venger, il a annoncé qu'il n'accueillerait pas les 3500 réfugiés que selon les accords passés avec l'Italie il avait accepté de prendre en charge cette année. Le gouvernement italien a eu beau jeu de répliquer que sur ce nombre, la France en avait jusqu'ici accueilli seulement...32! (1): l'hypocrisie du gouvernement de l'impérialisme français donneur de leçons et massacreur est bien pire que celle du gouvernement italien qu'il accuse de violer les accords inter-

nationaux sur les réfugiés!

Les prolétaires ne doivent pas rester indifférents au sort de ces damnés de la terre, ou pire succomber aux sirènes de l'extrême droite qui prétend défendre leurs conditions de vie de la concurrence de ces malheureux en les renvoyant à leur misère. L'ennemi des prolétaires c'est le capitalisme, national et international, pas ses victimes! La solidarité avec celles-ci ne doit pas être vue comme un impératif humanitaire, mais comme un besoin de classe, s'inscrivant dans la perspective de la renaissance de l'**internationalisme prolétarien** et de la **lutte révolutionnaire contre le capitalisme**.

Solidarité de classe avec les migrants et les réfugiés!

Ouverture des frontières!

Les prolétaires n'ont pas de patrie!

13/11/2022

(1) L'accord signé en juin portait sur la «relocalisation» cette année en Europe de 10 000 réfugiés se trouvant en Italie; à ce jour seuls 112 ont quitté la péninsule. Par ailleurs on estime à près de cent mille le nombre de réfugiés ukrainiens en France (sur un total de 1,7 millions ayant quitté leur pays)

Espagne

Contre l'augmentation du coût de la vie, les bas salaires et la dégradation des conditions de travail, la seule issue n'est pas celle des agitations et mobilisations symboliques des délégués syndicaux, c'est celle de la LUTTE DE CLASSE

Jeudi prochain, 3 novembre, les deux principaux syndicats d'Espagne, la CC.OO. et l'UGT, ont appelé à une manifestation à Madrid pour exiger du gouvernement et des patrons des mesures visant à freiner la perte de pouvoir d'achat subie par les travailleurs sur leurs salaires et la flexibilité dans la négociation des futures réglementations du travail qui seront imposées. Cette manifestation est l'aboutissement d'une série d'actes symboliques, tels que les rassemblements devant le siège des patrons le 7 octobre et les assemblées sur les lieux de travail... Voici le fameux «automne chaud» qu'ils ont promis cet été si la situation économique ne s'améliorait pas radicalement. Voilà le véritable sens de leurs campagnes et de la férocité avec laquelle ils s'expriment dans la presse et à la télévision. Après quelques rassemblements, quelques assemblées qui en fait n'ont pas vraiment eu lieu sauf dans quelques entreprises isolées... une manifestation a été convoquée pour un jeudi pendant les heures de travail, donc, conçue pour les seuls délégués syndicaux et ceux qui peuvent s'absenter de leur travail de bureau pendant quelques heures.

EN ATTENDANT, QU'ARRIVE-T-IL AUX TRAVAILLEURS ?

Selon les publications des Commissions Ouvrières elles-mêmes, jusqu'à l'été les prix ont augmenté de 10,2 % et l'inflation structurelle de 5,5 %, tandis que les salaires n'augmentaient que de 1,33 %, ce qui représente une moyenne de 2,42 % pour les 5,8 millions de travailleurs qui ont signé un contrat et 0 % pour les 4,8 millions qui ne l'ont pas encore fait (selon la publication *Análisis de la inflación*, éditée par les mêmes CC.OO. en juillet de cette année).

Depuis juillet la situation n'a fait qu'empirer. Bien que, selon la CC.OO. (et cela est confirmé par les dernières données de l'INE), l'inflation soit renforcée par l'effet d'importantes marges bénéficiaires des entreprises sur la tendance déjà marquée à la hausse des prix,

conséquence des politiques monétaires de la BCE et de la FED, la politique de ce syndicat, de l'UGT et du reste des petites organisations qui de gré ou de force le suivent, a été de collaborer pour maintenir les salaires à un niveau suffisamment bas pour ne pas être un frein à la croissance de l'économie espagnole. Tous les accords en cours de signature sont basés sur une augmentation des salaires nettement inférieure à la croissance des prix prévue. Il suffit de regarder les dernières grandes mobilisations que les syndicats ont convoquées, centrées sur la métallurgie en Cantabrie, à Orense et maintenant en Biscaye. Malgré la combativité dont les travailleurs ont fait preuve dans ces grèves, malgré la capacité de maintenir le conflit pendant des semaines et des semaines... de la part des CC.OO. et de l'UGT, comptant sur le soutien inestimable de la ministre du Travail Yolanda Díaz, tout a été fait pour empêcher que cette force du prolétariat ne se transforme en une victoire complète sur le terrain salarial. Ainsi, en Cantabrie, les travailleurs ont été amenés à voter (à l'exception d'une importante minorité, favorable à la poursuite de la grève) pour un accord qui prévoyait une augmentation des salaires de 4,2% en 2022 (ce qui représente, en réalité, une baisse de 6% des salaires réels pour cette année !) À Orense, les travailleurs recevront une augmentation, toujours pour 2022, de 5 %... soit une autre diminution de plus de six points. Et, si tout continue ainsi, nous verrons dans les semaines à venir comment les CC.OO. forceront à un autre accord similaire dans l'industrie métallurgique de Biscaye, malgré la combativité et la capacité de lutte dont les prolétaires du secteur métallurgique font indubitablement preuve.

Quelle est donc la réalité ? Les CC.OO. et l'UGT s'emploient à contenir la pression prolétarienne, font tout pour maintenir les salaires bas, se battent pour désorganiser les grèves et les mobilisations là où ils ne peuvent pas les empêcher de démarrer, et finissent toujours par présenter un front uni avec le gouvernement pour imposer la poli-

tique économique qu'il exige au nom de la bourgeoisie nationale. Aujourd'hui, c'est le conflit salarial, il y a dix ans, lors de la dernière crise de 2008-2013, c'étaient les licenciements et la réduction des prestations sociales... En tout cas, toujours contre la classe prolétarienne.

LA PROPAGANDE DE GUERRE MÊME À DOMICILE

C'est précisément au sein du gouvernement que s'articule une pièce fondamentale de cet effort de démobilisation et d'imposition des revendications exigées par les patrons et la bourgeoisie. Le ton de cette lutte quotidienne contre le prolétariat, la propagande qui prétend faire passer comme des avantages et des victoires des défaites et des concessions qui seront chèrement payées dans les années à venir, font partie d'un système de propagande visant à soutenir la politique syndicale et à donner une vision atténuée de ses conséquences. La social-démocratie de Pedro Sánchez, les néo-staliniens de Yolanda Díaz et les restes populistes de Belarra et Montero, ont acquis avec leur expérience historique la capacité d'utiliser les moyens de propagande nécessaires pour imposer les mesures anti-ouvrières requises par la situation. À l'heure où ces mesures peuvent encore sembler relativement légères par rapport à celles subies il y a dix ans, la coalition de gauche qui contrôle le gouvernement a encore la marge de manœuvre pour peindre en rose ce qui ne l'est pas... Mais ce qu'elle fait en réalité, c'est préparer

El Proletario

Órgano del partido comunista
internacional

No 27 / Septiembre de 2022

- El partido de clase trabaja hoy para la revolución de mañana
- Las luchas en el sector del metal
- La ¿última? crisis del Partido Comunista de España
- El Comunista y su visión anti marxista del problema sindical
- La guerra burguesa y la propaganda del horror
- La posición de clase del proletariado contra la guerra imperialista, es una sola: lucha de clases, en primer lugar contra su propia burguesía, y lucha de clases contra las burguesías de todos los demás países.
- Huelga en las plataformas noruegas del Mar del Norte.

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

des munitions et des réserves utiles pour le moment où elle devra intervenir avec une main lourde.

UNE SEULE ISSUE

Pendant que le gouvernement et les syndicats mettent en scène une pseudo confrontation avec les patrons, pendant qu'ils portent des toasts au soleil comme celui du jeudi 3 à Madrid... L'œuvre menaçante des forces bourgeoises, tant celles qui se montrent ouvertement comme telles que celles qui œuvrent au sein du prolétariat, se poursuit sans relâche. Les conditions de travail de tous les prolétaires vont se dégrader drastiquement, d'abord en termes de salaires, puis sous la forme de licenciements, de nouvelles réductions des prestations sociales, etc. Et ce sera la tendance des prochains mois, dans toutes les conventions collectives qui seront signées et dans toutes les initiatives gouvernementales qui seront lancées.

D'autre part, avec l'aggravation de la situation économique à la suite de la guerre en Ukraine, il devient de plus en plus nécessaire d'exiger de nouveaux sacrifices du prolétariat au nom de la sauvegarde de l'économie nationale : la «ligne dure» du gouvernement et des patrons sera imposée. Borrel, représentant historique de l'appareil socialiste, dans sa fonction de représentant de l'UE pour les affaires étrangères, défend déjà les mesures qui, tôt ou tard, seront également discutées en Espagne : exigences de guerre d'abord, sacrifices au nom de l'effort militaire, contrôle implacable de toute opposition... Ce sont des phrases qui peuvent sembler lointaines aujourd'hui, mais elles sont dans l'esprit de toute la bourgeoisie nationale.

Parler aujourd'hui de la possibilité pour la classe prolétarienne de renverser totalement cette situation est illusoire. Le contrôle de la politique de collaboration de classe qui a dominé le prolétariat pendant des décennies - articulé à travers les mécanismes démocratiques de la «participation de l'État», les formes parlementaires qui s'étendent au poste de travail, les grandes organisations syndicales intégrées dans l'appareil d'État, etc. - est encore assez fort pour faire croire aux travailleurs que, même dans les situations où les tensions sociales augmentent en raison de la détérioration générale des conditions de vie, le seul recours possible est d'exiger que la bourgeoisie accepte de ne pas être trop exigeante, afin de maintenir la «cohésion sociale»... en un mot, de respecter aussi cette politique de collaboration.

Mais la classe prolétarienne, par sa condition même, par la position qu'elle

occupe dans la société capitaliste, subira inévitablement les conséquences du cours que prend la situation. En fait, elle le fait déjà sous la forme d'une baisse des salaires, d'une détérioration de la situation de l'emploi, d'une augmentation de la précarité... Et elle le fera encore plus lorsque les mesures plus exigeantes, que l'escalade de la guerre en Ukraine entraîne sans aucun doute, seront mises en œuvre. Et cette situation, qui est inévitable, doit contribuer à user lentement mais sûrement ces liens, cette confiance, ce respect de la bourgeoisie qui semble aujourd'hui inébranlable.

Les récentes grèves des métallurgistes, de Cadix à Biscaye, bien qu'elles aient été vaincues par l'action combinée des forces du syndicalisme opportuniste et de la propagande gouvernementale, montrent que lorsque les prolétaires sont poussés dans la lutte et assument de la diriger avec force et détermination, la paix sociale et la norme apparente de céder tôt ou tard à l'ennemi sont sérieusement mises en danger.

Ces impulsions élémentaires et fondamentales à la lutte sont la base sur laquelle doit revenir la capacité de résistance (et, si nécessaire, d'attaque) des prolétaires. La défense inconditionnelle des conditions de vie, la lutte menée sans respecter les règles du jeu imposées par les patrons et leurs alliés politiques et syndicaux, la force et la solidarité

de classe face à une législation destinée précisément à étouffer la capacité de lutte du prolétariat... Ce sont les leçons de ces derniers mois que les prolétaires de différents secteurs et régions ont offert au reste de la classe. Elle n'a pas été généralisée et elle ne s'est pas maintenue dans le temps, mais la mobilisation des travailleurs temporaires et sous-traitants de la Baie de Cadix, rompant avec la division et la concurrence entre eux auxquelles les obligent les conditions de travail imposées par les patrons et les syndicats, a été un exemple de cette tendance à la lutte qui gagne en force lorsqu'elle se généralise par l'utilisation de moyens et de méthodes classistes. Comme ce fut le cas juste avant, avec la longue lutte des travailleurs de Tubacex ou, plus récemment, des prolétaires métallurgistes d'Orense et de Cantabrie, qui ont su adopter des méthodes (piquets de grève, affrontements avec les briseurs de grève, résistance à la police...) qui semblaient oubliées depuis des décennies.

Contre le cirque syndical et la démobilité qu'il tente d'imposer au prolétariat !

Pour la défense intransigeante des conditions de vie et de travail !

Pour un retour aux moyens et méthodes de la lutte des classes !

30/10/2022

À Prague, la petite bourgeoisie nationaliste proteste contre l'inflation galopante et la vertigineuse hausse des prix et lutte pour la conservation sociale. Les prolétaires ont une autre voie à suivre: celle de la lutte de classe

Le 8 octobre les syndicats avaient appelé à une grande manifestation à Prague notamment pour protester contre une inflation de 18%. Cette manifestation fut un échec, comparée à celle de septembre dont nous parlons ci-dessous; surtout ce ne fut pas un rassemblement combatif, mais un honteux appel au gouvernement. Le discours du président du syndicat de la métallurgie illustre bien la teneur donnée à la manifestation par les pontes syndicaux: «*Que le gouvernement agisse vite pour les intérêts de notre pays, de ses entreprises et de sa population. La paix sociale est une des valeurs les plus précieuses que nous ayons. Faisons tout notre possible pour ne pas la perdre*»! Avec de tels collaborationnistes, le prolétariat sera bien défendu... Il ne lui sera pas facile de rompre avec ces adorateurs de la paix sociale et de trouver la voie de la lutte de classe, mais il n'y a pas d'autre voie.

Le samedi 3 septembre, Prague a été le théâtre d'un rassemblement de protestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, à l'appel des organisations citoyennes les plus diverses: conservateurs, réactionnaires de droite, nationalistes, souverainistes, no-Vax et

autres groupes, sous le slogan «*La République tchèque d'abord*». Dans la situation critique créée par la crise pandémique, puis la crise énergétique et la hausse exceptionnelle des prix de l'élec-

(Suite en page 10)

À Prague, la petite bourgeoisie nationaliste proteste contre l'inflation galopante et la vertigineuse hausse des prix et lutte pour la conservation sociale.

Les prolétaires ont une autre voie à suivre: celle de la lutte de classe

(Suite de la page 9)

tricité, du gaz et des denrées alimentaires, et l'afflux exceptionnel en quelques mois de centaines de milliers de réfugiés ukrainiens fuyant la guerre, ce slogan exprime, sous l'effet de la crise, la concurrence typique entre la population autochtone et la population des immigrants, bien connue en Allemagne, en France, en Italie. La République tchèque compte un peu plus de 10 millions d'habitants et, à ce jour parmi elle, entre les personnes installées dans le pays depuis des années et les récents réfugiés de la guerre, on dénombre plus de 400 000 personnes. Et comme c'est le cas dans tous les pays européens lorsque la crise économique frappe brutalement aux portes, l'un des exutoires à l'agitation sociale que proposent les fractions bourgeoises de droite consiste à accuser les gouvernants de puiser dans les ressources de la population autochtone pour les distribuer aux... migrants.

Mais de nombreux prolétaires ont aussi participé à cette manifestation, se joignant aux protestations contre le gouvernement qui n'a pas soutenu par des secours et des aides adaptées les familles et les entreprises tombées en difficulté à cause de la dernière crise provoquée par la hausse hyperbolique des coûts de l'énergie (à partir d'octobre 2021, de nombreuses entreprises ont fermé en licenciant des milliers de travailleurs).

Les syndicats officiels, l'opposition parlementaire et le gouvernement lui-même ont été surpris par cette manifestation «spontanée» d'une telle ampleur; naturellement, les accusations habituelles de «pro-russes» ont été lancées contre les manifestants. C'est un fait qu'en l'absence d'organisations ouvrières de classe pour une défense immédiate, les prolétaires, poussés à exprimer leur profond malaise, se laissent facilement aspirer par de telles manifestations nationalistes.

Cherchant à sauver la face, les syndicats officiels, ont profité de la traditionnelle conférence de septembre qu'ils tiennent depuis 2015, en l'intitulant démagogiquement: «*Contre la pauvreté*», et ont annoncé une manifestation pour le samedi 8 octobre, en déclarant que «*le gouvernement a jusqu'au*

8 octobre pour agir . Malheureusement jusqu'à présent, nous avons peu de raisons de croire qu'il puisse le faire. Nous sommes insatisfaits, en colère, déterminés à nous battre pour une meilleure République tchèque. Le gouvernement a tout le temps pour agir...». Le nationalisme n'est donc pas seulement «de droite».

Et, pour tenter de gagner un peu la confiance des travailleurs, les syndicats demandent une augmentation du salaire minimum pour l'année en cours, de 18 200 à 20 200 couronnes tchèques (de 740 à environ 820 euros). Bon sang! qui peut s'imaginer la peur bleu du gouvernement s'il ne s'exécutait pas... C'est typique des syndicats collaborationnistes de menacer en paroles et dans les faits de se plier finalement aux exigences du capital, en sabotant systématiquement les luttes et les revendications des travailleurs, ce qui, d'une part, provoque la paralysie du mouvement ouvrier et, d'autre part, pousse les prolétaires les plus arriérés dans les bras de la droite nationaliste.

La crise économique frappe durement tous les pays, et ce n'est pas la «faute» de la spéculation sur le gaz ou les céréales. Dans les régimes capitalistes la spéculation a toujours existé; en situation de crise économique plus générale, elle est même exaltée: hier, la pandémie de Covid-19 a été l'occasion de surprofits pour les entreprises pharmaceutiques; aujourd'hui, la «guerre du gaz» et la «guerre du blé» donnent lieu à des surprofits dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation. En raison des conséquences de la guerre russo-ukrainienne, il y a eu cette année une nouvelle période de crise, notamment dans les pays européens.

Dans cette guerre - qui dure maintenant depuis 200 jours et dont on ne voit pas la fin - les pays de l'Union européenne, fortement incités par les États-Unis, se sont convenu de soutenir la cause de l'Ukraine contre celle de la Russie. L'Union européenne et, bien sûr, les États-Unis se sont portés sur le terrain de l'affrontement économique-financier et commercial avec une série de paquets de sanctions qui devaient mettre la Russie dans une position si difficile qu'elle devait rapidement mettre un terme à sa soi-disant «opération spéciale en Ukrai-

ne» et, dans le même temps, devaient rendre à l'Ukraine sa «pleine souveraineté». De son côté, la Russie a répondu par ses propres mesures économique-financières liées essentiellement aux matières premières (avant tout le gaz et le pétrole), par exemple en exigeant que ses fournitures soient payées en roubles plutôt qu'en dollars et en ouvrant ou fermant les vannes des gazoducs. Ni les mesures économique-financières ni les mesures d'application de la loi n'ont donné les résultats escomptés par les deux parties. Dans un premier temps, les effets des sanctions européennes sur la Russie ont même été beaucoup plus négatifs pour les pays européens que pour la Russie.

Pour sa part, la République tchèque, respectant bien sûr les sanctions édictées par l'UE, ne produit pas seulement de l'électricité à partir de centrales au charbon, mais en produit également, pour plus d'un tiers de ses besoins nationaux, à partir des deux centrales nucléaires de Temelín et Dukovany, consolidant ainsi sa position d'exportateur net d'énergie. Mais cela ne la met pas à l'abri de la hausse générale des prix qui dépendent des marchés internationaux. Son commerce le plus important (entre les importations et les exportations) se réalise avec l'Allemagne, et lorsque l'Allemagne entre en récession, comme cela a été le cas récemment, la République tchèque suit le mouvement descendant, avec des conséquences toujours plus graves pour les masses prolétariennes en termes de salaires et de conditions de travail, ainsi que de chômage.

Pendant ce temps, la guerre russo-ukrainienne continue. La Russie a de plus en plus réduit l'approvisionnement en gaz à l'Europe (depuis une vingtaine d'années, l'Allemagne et l'Italie sont les deux pays les plus dépendants du gaz russe), et tandis que les Européens cherchent frénétiquement d'autres fournisseurs, surtout pour le gaz, la Russie cherche d'autres pays-clients auxquels elle peut fournir son gaz et d'autres matières premières dont l'exportation vers l'Europe est bloquée depuis des mois; la Chine, l'Inde et d'autres pays asiatiques remplacent partiellement les importateurs européens, bien qu'à un prix au rabais et à des quantités réduites, notamment en l'absence ou à cause des limites de l'infrastructure de transport.

Comme on a pu le constater dès les premiers instants, la guerre en Ukraine, a déclenché une guerre économique sans précédent, dans laquelle se développent des spéculations de toutes sortes et des affrontements inévitables d'intérêts opposés entre les alliés eux-mêmes. Au sein des pays de l'UE, par exem-

ple, la demande tant vantée de convenir d'un plafond sur les prix du gaz pour atténuer la hausse des prix non seulement de l'énergie, mais aussi de toute la production industrielle et agricole qui dépend de l'électricité produite en grande partie par des centrales à gaz, reste une pieuse illusion car la dépendance au gaz russe s'est transformée en dépendance au gaz de Norvège, d'Algérie et d'autres pays et au gaz liquéfié des États-Unis. Ainsi, à la hausse disproportionnée des prix dans tous les pays entre les alliés européens, s'ajoute une nouvelle guerre économique qui, malgré la recherche affichée d'une politique «communautaire» (à l'instar de celle adoptée pour les vaccins anti-Covid), tend à exacerber les désaccords et les contradictions qui, à terme, ne peuvent que déboucher sur de véritables affrontements economico-politiques.

Comme dans chaque période de crise économique et à plus forte raison de guerre, la classe prolétarienne est directement touchée dans ses conditions d'existence et de travail; mais sa capacité de réaction sur le terrain de la lutte des classes, après des décennies et des décennies de collaborationnisme interclassiste pratiqué tant au niveau syndical que politique, a été pratiquement réduite à zéro. C'est pourquoi, comme cela s'est produit aujourd'hui à Prague, mais comme cela s'est produit dans toutes les métropoles capitalistes jusqu'à présent, les couches les plus marginalisées et les plus arriérées du prolétariat sont facilement influencées par le nationalisme le plus vicieux, tandis que le gros du prolétariat reste isolé, fragmenté, paralysé. Tant qu'elle ne sera pas capable de sortir de l'ornière générée par la drogue de la démocratie et par l'individualisme, elle restera prisonnière des politiques collaborationnistes dans lesquelles l'opportunisme syndical et politique l'a plongée. Et elle ne réussira pas à voir que le proche avenir que la classe dirigeante bourgeoise lui prépare sera fait de larmes et de sang.

Aujourd'hui, à Prague, à Berlin, à Varsovie, à Bucarest, comme à Rome ou à Paris, les échos de la guerre en Ukraine arrivent non pas avec des bombes et des missiles, mais à travers les grandes masses de réfugiés, composées principalement de femmes et d'enfants. Cela n'enlève rien au fait qu'il s'agit d'une guerre **européenne** et qu'elle a un caractère **impérialiste**, même si elle est jusqu'à présent géographiquement localisée en Ukraine. Elle est impérialiste, non seulement parce que l'impérialisme russe a envahi le territoire ukrainien avec ses troupes – en se justifiant du fait que pendant huit ans après la sécession pro-russe de la Crimée, l'État ukrainien a

systématiquement opprimé la population pro-russe des régions du Donbass (la région la plus industrialisée d'Ukraine et regorgeant de matières premières) - mais aussi parce qu'en Ukraine, comme hier en ex-Yougoslavie, et en Irak, en Libye, en Afghanistan, dans le Caucase, en Syrie, sont en jeu les intérêts impérialistes de toutes les puissances impérialistes, plus ou moins directement impliquées dans ces guerres **locales**.

Soutenir la guerre politiquement, économiquement et militairement signifie comprimer encore plus les conditions de vie et de travail des masses prolétariennes dans les pays touchés par les impératifs de la guerre, ce qui concerne inévitablement aussi de larges couches de la petite-bourgeoisie urbaine et agraire. Effrayées à l'idée de plonger dans les conditions d'existence précaires propres au prolétariat, ce sont précisément ces couches petites-bourgeoises qui se mobilisent contre les gouvernements qui ne parviennent pas à les protéger de ce précipice. Et en se mobilisant, elles entraînent avec elles des prolétaires, généralement les plus arriérés, qui partagent la même mentalité individualiste et étroite typique de la petite-bourgeoisie.

Toujours en conflit et en lutte par tous les moyens sur la scène mondiale, toutes les puissances impérialistes agissent sur la base des mêmes motivations: conquérir des marchés et des territoires en les soustrayant à l'influence des impérialismes concurrents, et exploiter non seulement leur propre prolétariat national, mais aussi les prolétaires des pays soumis à la politique et aux intérêts des pays impérialistes dominants. C'est maintenant le tour de l'Ukraine, dont la bourgeoisie dirigeante, après l'effondrement de l'URSS dans les années 1990, a dû décider si elle devait s'allier à l'impérialisme russe ou aux impérialistes concurrents de la Russie, les États-Unis en premier lieu et, dans ses talons, les pays de l'Union européenne. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si, depuis son indépendance en 1991, ses relations avec l'OTAN ont commencé avec en perspective sa future adhésion. Au cours de ses vingt premières années en tant que pays «indépendant», l'Ukraine a continué d'osciller entre la Russie et les États-Unis/Union européenne, mais depuis 2008, les négociations en vue de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne ont été formalisées, suivant par ailleurs la même direction que celle empruntée par la plupart des pays d'Europe orientale autrefois dominés par Moscou. La guerre en cours a accéléré les étapes bureaucratiques de l'adhésion à l'Union européenne, et depuis le 23 juin de cette année, la candidature de

l'Ukraine à l'Union européenne est devenue officielle; pendant ce temps, en tant que candidate, de surcroît en guerre contre l'ennemi «commun» russe, elle jouit de nombreux avantages économiques et financiers.

La bourgeoisie ukrainienne sait qu'elle est redevable aux bourgeoisies impérialistes de l'Ouest, qui la soutiennent et la financent dans la guerre contre la Russie afin de la plier à leurs intérêts une fois revenue la paix. Pendant ce temps, les prolétaires ukrainiens, et les prolétaires russes envoyés au front, se font tuer pour défendre une «patrie» qui n'est rien d'autre que la prison dans laquelle ils sont forcés d'être surexploités à la fois comme salariés et comme soldats. Le même sort a été réservé à tous les prolétaires qui ont été mobilisés dans les guerres mondiales passées et dans toutes les guerres locales qui ont ponctué l'histoire récente du capitalisme impérialiste. A Prague, la droite nationaliste et les nationalistes de «gauche» crient le même slogan: vive la République tchèque, pour les uns elle doit être «d'abord tout», pour les autres elle doit être «meilleure que tout». Cela ne signifie qu'une chose, que les prolétaires doivent donner leur vie en temps de paix comme de guerre à la «République tchèque», c'est-à-dire à la classe bourgeoise au pouvoir, comme s'il n'y avait pas d'alternative.

Mais pour la classe des travailleurs salariée, l'alternative existe, même si aujourd'hui elle ne la voit pas, ni ne la perçoit. C'est celle de se rendre **indépendant** de la classe bourgeoise et de toutes les forces de conservation sociale et d'opportunisme collaborationniste. Le défaitisme contre la guerre impérialiste d'aujourd'hui et de demain doit s'appuyer sur le défaitisme appliqué en temps de paix contre les intérêts économiques, corporatifs, nationaux ou internationaux des capitalistes. L'antagonisme de classe que la bourgeoisie applique quotidiennement contre les masses prolétariennes - en les écrasant dans des conditions d'existence et de travail intolérables - doit également être reconnu ouvertement par la classe prolétarienne et doit l'inciter à lutter pour **elle-même** et non pour la bourgeoisie, en commençant à lutter par défendre ses **propres** intérêts immédiats qui - et c'est la bourgeoisie elle-même qui le démontre - sont matériellement et objectivement antagonistes à ceux de la bourgeoisie. Lutter sur le terrain **de classe** signifie exactement cela: lutter **exclusivement** pour ses propres intérêts de classe, qui se reconnaissent comme tels dans la mesure où ils unifient les prolétaires dans la même

(Suite en page 12)

Prague ...

(Suite de la page 11)

lutte. Lutter pour l'augmentation des salaires et la réduction drastique du temps de travail, lutter pour le salaire intégral aux chômeurs et l'égalité salariale entre hommes et femmes, sont des **revendications unificatrices** qui combattent la concurrence entre prolétaires et génèrent la solidarité de classe qui est le moteur de la lutte prolétarienne, même lorsque celle-ci s'arrête ou est vaincue. De même, lutter contre l'envoi de soldats au front, contre l'envoi d'armements aux belligérants, sont des actions de classe, dans la ligne de la solidarité prolétarienne anti-bourgeoise.

Face à la paralysie générale du point de vue de la classe dans laquelle se trouve aujourd'hui le prolétariat, dans tous les pays d'Europe et du monde, ces revendications peuvent paraître «déconnectées de la réalité», «utopiques», «irréalisables». Les opportunistes l'ont dit même en 1914, au début de la première guerre impérialiste mondiale, après avoir embrassé la cause nationale et souscrit aux revendications de guerre; ils l'ont répété encore et encore face à la deuxième guerre impérialiste mondiale, renforçant cette fois leur action anti-ouvrière par la justification de la guerre «patriotique» et «antifasciste»; ils l'ont répété continuellement face à toutes les guerres que l'impérialisme, qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest, a déclenchées pour se partager le marché international d'une autre manière; ils le répètent aujourd'hui, face à l'ennemi du moment, la Russie, et peut-être demain la Chine, en dessinant des scénarios dramatiques d'invasions en chaîne dans les pays hautement civilisés d'Europe et de dangers imminents de guerre atomique. Mais l'objectif social principal ne change pas: pour la bourgeoisie et les collaborationnistes, il est important que le prolétariat ne commence pas à lutter seulement pour lui-même, il doit donc être systématiquement soumis aux exigences impérialistes du moment, en exploitant sa force de travail de la manière la plus intensive possible dans la production, la distribution et les services, afin de le transformer en chair à canon lorsque la guerre impérialiste viendra frapper aux portes.

Contre la certitude de cette perspective de destruction et de mort, seul le prolétariat peut se dresser comme un géant qui brise les chaînes le retenant captif du capitalisme et de la bourgeoisie. L'avenir du prolétariat réside dans la reprise de la lutte des classes, pas dans la défense de la «patrie» !

12/09/2022

Iran

Des manifestations pour le pain aux dures protestations après la mort d'une jeune fille de 22 ans, arrêtée, matraquée et tuée par la police religieuse parce qu'elle ne portait pas son voile «selon les règles»

(Suite de la page 1)

ne»; mais «les photos de la jeune fille alitée, les yeux noirs gonflés et les taches de sang aux oreilles» ne laissent aucun doute sur les coups brutaux qu'elle a subis (1).

Son décès a déclenché des protestations dans toutes les grandes villes iraniennes, provoquant plus de 50 morts et des milliers d'arrestations. Le mouvement a commencé au Kurdistan: Saqqez (la ville de la famille de Mahsa), Sanandadj (le chef-lieu de la région kurde), Baneh et Marivan. Samedi 17, déjà lors des funérailles à Saqqez, les protestations ont commencé avec un groupe de femmes kurdes retirant leur voile, puis se sont poursuivies à Sanandadj où la police anti-émeute est intervenue avec des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des fusils chargés de balles en caoutchouc, faisant plus de trente blessés. Le dimanche 18, les protestations se sont étendues à l'université de Téhéran, puis à Chiraz, Mashhad, Qazvin, Garmsar, Racht, Boukan, Karadj, Divandarreh, Isfahan. Et en signe de protestation, dans plusieurs villes du Kurdistan iranien et de l'Azerbaïdjan occidental, de nombreux magasins sont restés fermés.

L'Iran traverse une période de grandes difficultés économiques et, comme toujours dans pareils cas, le gouvernement renforce le contrôle social et donc la répression qui, étant donné le régime confessionnel instauré par la soi-disant «révolution islamique» de 1978, impose les règles religieuses les plus odieuses.

Déjà entre novembre 2019 et janvier 2020, des manifestations avaient éclaté dans toutes les grandes villes en raison de l'augmentation du prix des carburants de 50 % à 200 %, et donc des produits de première nécessité; elles ont commencé comme des protestations pacifiques

et se sont rapidement transformées en révoltes contre le gouvernement qui, après avoir bloqué l'accès à Internet dans tout le pays, a répondu en tirant sur les manifestants depuis les toits des immeubles, depuis des hélicoptères et à bout portant avec des mitrailleuses (2), faisant, selon CNN et NBC, 1 500 morts. Malgré le carnage, les protestations n'ont pas cessé, loin de là. Toujours selon CNN et NBC, les réactions violentes des manifestants ont entraîné la destruction de 731 succursales de banques gouvernementales, dont la banque centrale d'Iran, de neuf centres religieux islamiques et de statues du guide suprême Ali Khamenei, ainsi que l'attaque de pas moins de 50 bases militaires gouvernementales (3).

Voilà 43 ans maintenant, que le régime bourgeois/islamique dirige l'Iran; après la chute du Chah Reza Pahlavi, le gouvernement a dès le début cherché un compromis entre un mode de production capitaliste qui poussait internationalement à un développement rapide en Iran également, et une formation sociale enracinée dans la tradition féodale et confessionnelle. Mais ce compromis s'effiloche, soit en raison de son relatif isolement international, soit parce que le développement du capitalisme national a entraîné la formation de large masses prolétariennes et le développement des échanges, internes et internationaux, dont le capital, par sa nature même, a absolument besoin. La pression idéologique, bureaucratique et policière avec laquelle le régime de Khomeiny d'abord, puis celui de Khamenei ensuite, ont toujours tenté et tentent encore d'emprisonner les poussées objectives de la société iranienne pour dépasser les formalismes confessionnels grâce auxquels se perpétue la double oppression des femmes - existante d'ailleurs aussi



en plein capitalisme - sont des armes du pouvoir bourgeois, soit pour développer le capitalisme national, soit pour imposer un contrôle social très serré visant avant tout à intimider les masses prolétariennes dont tout régime bourgeois craint la révolte de classe.

L'oppression des femmes, en général, fait partie de ce contrôle social spécifique avec lequel le régime bourgeois tend à canaliser contre la femme - élevée comme emblème du mal intrinsèque, de la corruption de la chair et de l'esprit - les tensions qui sont en fait plutôt provoquées par la société bourgeoise, par son mode de production fondé sur l'antagonisme entre la classe dominante et la classe prolétarienne, soumise à l'exploitation systématique de sa force de travail au profit exclusif des privilèges de la classe dominante, peu importe que celle-ci soit représentée par des petits hommes en costume-cravate ou en soutane noire.

L'extrémisme confessionnel, en l'occurrence islamique, oblige les femmes à se couvrir de la tête aux pieds et à se soumettre à des comportements particulièrement humiliants, les reléguant au rôle d'esclaves entre quatre murs. Tout en permettant à la femme de sortir de la maison, d'accompagner leurs enfants à l'école ou de fréquenter l'école, elle est toujours considérée comme la propriété privée de leur père, de leur mari, de leur frère, en somme de l'homme de la famille et, par une transmission logique de «l'autorité parentale», comme la propriété privée de l'État confessionnel, qui ne se limite pas à légiférer mais réprime aussi tout comportement considéré comme «indécent», «provocant», «incorrect».

Les manifestations de cette dernière semaine ont vu de nombreuses femmes mobilisées, qui ont courageusement fait face à la police, aux affrontements, aux balles; mais c'est un courage qui doit vraiment trouver une solidarité auprès des masses prolétariennes, hommes et femmes, car seule leur force sociale peut affronter et arrêter la dure répression exercée par le gouvernement. L'affrontement actuel semble être celui du pouvoir central contre les femmes qui ne respectent pas les lois et les règles existantes; et il ne fait aucun doute qu'une grande partie des hommes iraniens pensent selon le précepte islamique, croyant que l'«honneur» et la «dignité» de la famille doivent être sauvegardés selon la tradition et les règles confessionnelles existantes. Mais respecter et s'incliner devant cette tradition et ces règles signifie simplement jouer le rôle des esclaves silencieux condamnés à vivre et à mourir en esclaves; cela signifie souffrir sans réagir à chaque angoisse, chaque vexation, chaque abus du pouvoir

établi. En substance, pour la classe ouvrière, pour la classe des producteurs de la richesse d'un pays dont ils ne jouissent que des miettes que le pouvoir bourgeois décide de distribuer, cela signifie travailler et mourir pour laisser vivre dans le privilège, la richesse et le luxe cette minorité des bourgeois qui sont maîtres de tout, même de la vie de chaque être humain.

Mahsa Amini a payé pour le compte de toutes les autres femmes qui veulent se débarrasser de restrictions dont le seul but est de maintenir une ancienne oppression sociale qui convient aussi très bien à la société capitaliste moderne. Comme cela s'est produit et continue de se produire dans tous les pays du monde, même dans les plus démocratiques et libéraux, les forces de police, sont chargées de réprimer les comportements qui, selon leur jugement «incontestable», semblent suspects ou non respectueux de la loi - l'Amérique de George Floyd étouffé sans défense sur le sol par les policiers en service, la boucherie à Gênes en 2001 lors des manifestations contre le G8 à l'école Diaz et à la caserne Bolzaneto, et tous les Regeni torturés et tués comme des chiens en Égypte parce qu'ils dérangeaient l'ordre établi, etc. (4), sont là pour le démontrer. Elles ont pour tâche de défendre tout d'abord le pouvoir bourgeois, et donc l'ordre établi, et, de temps en temps, comme ils ne peuvent pas être présents dans tous les coins du pays, ils se chargent de frapper l'un ou l'autre pour «donner l'exemple» afin que les masses sachent ce qui les attend si elles sortent du rang.

Le pouvoir bourgeois peut changer sa méthode de gestion sociale si les mobilisations de masse - comme ce fut le cas lors des fameux «printemps arabes» - sont si massives qu'elles mettent en danger son emprise; mais elle ne changera pas avant de faire l'expérience de toutes les formes de répression à sa disposition, même les plus sanglantes, et de toute façon, elle aura toujours tendance à jeter du trône la figure qui n'a plus le charisme d'antan pour la remplacer par d'autres représentants, peut-être même élus démocratiquement, de manière à effectuer une relève de la garde, afin de conserver le pouvoir politique, économique et social. L'Égypte de Moubarak d'abord, et d'Al Sisi ensuite, en est la démonstration.

Nous nous dirigeons vers une période où les difficultés économiques vont s'accroître de plus en plus, surtout pour la grande masse prolétarienne, et cela signifie que les tensions sociales vont s'accroître parce que les salaires ne suffiront pas à assurer le déjeuner et le dîner, parce que le chô-

mage jettera de plus en plus de prolétaires dans la misère, parce que la répression sociale va inévitablement s'accroître et alors son prétexte ne sera plus le voile porté de façon «inconvenante», mais la grève, la lutte qui met en difficulté l'économie du pays; alors les prolétaires, hommes et femmes, seront accusés de saboter la «patrie», d'être la main-d'œuvre à la solde de pays étrangers ennemis... La lutte prendra alors l'aspect d'un affrontement entre les classes et la bourgeoisie montrera enfin son véritable intérêt et son vrai visage: conserver le pouvoir par tous les moyens, en étouffant et en réprimant la grande majorité de la population.

C'est dans cette perspective que les prolétaires iraniens, qui aujourd'hui expriment certainement la plus grande colère face à l'assassinat aussi sinistre de Mahsa Amini, doivent préparer leur lutte pour la défense de leurs intérêts exclusifs de classe, en dehors de toute illusion démocratique et de tout compromis opportuniste. La route sera longue et difficile, mais c'est la seule pour parvenir à la reprise de la lutte des classes !

25/09/2022

(1) Voir www.tempi.it/iran-in-piazza-generazione-regime/; www.repubblica.it/esteri/2022/09/16/news/iran_girl_dead_from_the_police_fight-365995416/; www.ilfattoquotidiano.it/2022/09/23/iran-dalle-proteste-per-pane-e-liberta-alla-rabbia-dilagante-per-mahsa-amini-lostilita-contro-il-regime-degli-oppressi/6814271/; www.agenzianova.com/news/iran-proteste-studentesche-per-la-morte-di-mahsa-amini-uccisa-perche-indossava-male-il-velo

(2) Voir *Amnesty says at least 208 killed in Iran protests*, sur aljazeera.com; *Iran protests deaths*, dans *The New York Times*, 1er décembre 2019; *U.S. says Iran may have killed up to 1,000 protesters*, sur *NBC News*.

(3) Voir *Proteste in Iran del 2019-2020*, wikipedia.

(4) D'une part, on fait référence aux manifestations contre la réunion du G8 à Gênes en 2001, où un manifestant, Carlo Giuliani, fut abattu par la police, qui le lendemain de cet assassinat envahira l'école Diaz, pour passer à tabac tous les manifestants qui y dormaient, et aussi où la caserne Bolzaneto fut utilisée pour emprisonner et torturer les manifestants. D'autre part on rappelle le décès en 2016 au Caire de Giulio Regeni, simple étudiant, qui fut arrêté par la police et mourut sous la torture des sbires du régime.

Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays

(Suite de la page 1)

pour le gouvernement de Kiev et les chancelleries impérialistes occidentales, la « guerre de défense » est plus que justifiable, et la soutenir est un devoir pour le monde libre, pour le monde démocratique, pour le monde qui veut la « paix universelle ». Ainsi, la question de la guerre, en pleine époque impérialiste, est simplement réduite à une question d'« agression » et de « défense ». Du point de vue bourgeois et impérialiste - c'est-à-dire du point de vue des bourgeoisies, toujours en conflit et en guerre entre elles depuis qu'elles existent -, le formuler en ces termes est logique ; cela fait partie de la propagande des bourgeoisies respectives. Du côté russe par exemple, l'agression est justifiée parce que le gouvernement de Kiev opprime la minorité russophone vivant principalement en Crimée et dans le Donbass (oppression linguistique, culturelle, administrative et politique). Donc cette « agression » (baptisée « opération militaire spéciale ») ne serait que la réponse militaire « de défense » de la minorité russophone qui a été attaquée par le gouvernement ukrainien au moyen de son armée et ses milices locales. Du côté ukrainien, la « guerre défensive » est justifiée parce qu'il s'agit de défendre l'intégrité territoriale de la nation, son « indépendance » proclamée après l'effondrement de l'URSS en 1991, son tournant démocratique et sa « liberté de choisir » avec qui s'allier : en l'occurrence, économiquement et politiquement, avec l'Union européenne et, militairement, avec l'OTAN. Il est évident que ce « choix » est favorable aux intérêts impérialistes des pays d'Europe occidentale, des États-Unis et des factions bourgeoises représentées par les gouvernements de Porochenko et de Zelensky, et opposé aux intérêts impérialistes de la Russie (que Poutine soit au gouvernement ou un autre, la substance ne change pas).

Défense de la civilisation libérale et démocratique : pour l'Ukraine bourgeoise, la civilisation libérale et démocratique n'est que l'idéologie dont sont revêtus les intérêts du capitalisme national, idéologie et intérêts qui sont à la base du nationalisme ukrainien par opposition au nationalisme russe, bien que tous les deux soient fondés sur le système économique, politique et social du capitalisme, avec tout ce que comporte la défense des intérêts des deux capita-

lismes nationaux concurrents en termes économiques et militaires, de traités et d'alliances internationales. La civilisation démocratique (qui a définitivement perdu son aspect « libéral » après la Seconde Guerre mondiale) n'est autre que la civilisation du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, d'où la volonté congénitale de s'emparer de territoires économiques, de zones d'influence, d'annexions, et aussi d'affrontements militaires avec des bourgeoisies étrangères afin de défendre et de développer des débouchés pour ses capitaux et ses marchandises et, bien sûr, l'exploitation d'un prolétariat national assujéti et contrôlé.

À l'époque historique des redéfinitions nationales, lorsque les mouvements révolutionnaires nationaux ont renversé les anciens pouvoirs féodaux et aristocratiques, le nationalisme a exprimé le progrès historique autant sur le plan politique qu'économique. L'indépendance politique vis-à-vis des puissances impériales-féodales du XIXe siècle (comprendre la Prusse, l'Autriche-Hongrie, la Russie, le Japon) était l'objectif principal des bourgeoisies des peuples opprimés, et les guerres révolutionnaires pour renverser ces puissances étaient des guerres justes de ce point de vue du progrès historique. Dans les pays impérialistes, aux **guerriers belliqueux** qui veulent le soutien du mouvement ouvrier et de ses partis à l'État bourgeois et à sa guerre - comme le rappelle la citation qui débute cet article - s'opposent les **justes guerriers**, à savoir ceux qui appuient et soutiennent la guerre de libération nationale et qui, avec cette guerre, font avancer l'histoire. Les deux veulent le soutien du prolétariat, ils le recherchent et le sollicitent par toute forme de propagande et tout acte de force, bien que les deux types de guerre ne soient pas comparables. Dans la longue phase historique du développement du nouveau mode de production capitaliste et de la classe bourgeoise, la guerre menée contre les puissances féodales n'était certainement pas « défensive », elle était nettement **offensive**, c'était une guerre **révolutionnaire** à laquelle le prolétariat était également intéressé, non seulement parce qu'il était martyrisé par l'exploitation et la répression, mais aussi pour se libérer des mille contraintes personnelles qui l'opprimaient. D'autre part, toute révolution a un caractère offensif, sinon ce ne serait

pas une révolution. Mais les guerres que les États bourgeois mènent les uns contre les autres pour se partager les marchés ne sont pas des guerres révolutionnaires, ni celles d'agression ni celles de défense : elles sont, précisément, la continuation de la politique de conquête des marchés, politique menée par d'autres moyens, et précisément par des moyens militaires pour tous les belligérants.

Libération des peuples gouvernés par des États d'une autre nationalité : un peuple gouverné par un État d'une autre nationalité ne sera libéré que par la révolution ; il ne parviendra jamais à mettre fin à son oppression par le biais d'un processus de démocratisation, d'un référendum, de négociations pacifiques pour une « solution diplomatique », comme la bourgeoisie le propage, ni par des formes de guérilla partisane menée en fonction des intérêts des clans et des groupes sociaux qui se partagent des fragments de pouvoir local dans le cadre d'une exploitation plus large des ressources naturelles et de la force de travail. Elle n'y réussira même pas grâce à la guerre que d'autres États bourgeois mèneront, en brandissant la bannière de la « liberté pour les peuples opprimés », contre l'État qui les gouverne et les opprime, et qui, en fonction de la guerre, pousse son prolétariat à une « unité nationale » qui ne sert qu'à renforcer le pouvoir bourgeois et à maintenir en vie le système économique capitaliste, opprimant ainsi les prolétaires et les peuples plus faibles. Comme mentionné au point précédent, considérant que la fin de la deuxième guerre impérialiste a ouvert un autre front, celui des mouvements révolutionnaires nationaux des peuples coloniaux, les peuples opprimés n'avaient qu'une seule issue à l'oppression coloniale, celle de la révolution dans laquelle les masses de bourgeois, de paysans et de prolétaires avaient un intérêt historique commun : abattre le pouvoir des États colonialistes, conquérir l'indépendance politique et développer l'économie du pays dans un sens capitaliste, qui constitue la base de la lutte pour le socialisme, comme l'a montré le marxisme. La perspective révolutionnaire socialiste reste parfaitement intacte : le prolétariat des colonies a une tâche historique de classe qui va au-delà de l'indépendance politique et de l'économie bourgeoise, pour laquelle la voie qu'il doit emprunter diverge inévitable-

ment de la voie nationale-révolutionnaire bourgeoise : en effet, c'est la voie de la révolution prolétarienne, anti-bourgeoise, une voie qui exclut l'oppression d'autres peuples, les annexions d'autres nations et, par conséquent, l'alliance avec tout État bourgeois, impérialiste ou non. **Le seul allié du prolétariat d'une nation est le prolétariat de tous les autres pays**, parce que cette alliance est fondée sur des intérêts de classe qui sont internationaux en ce sens que le prolétariat de chaque pays est la seule classe sans réserve et sans patrie.

La force économique, financière, politique et militaire avec laquelle les capitalismes nationaux se font concurrence les uns les autres se mesure sur les marchés ; dans la phase impérialiste dans laquelle nous vivons depuis plus de cent ans, les forces déterminantes sont les grandes concentrations industrielles et financières, les grands monopoles et les grands États qui défendent leurs intérêts au niveau mondial. Dans l'affrontement entre ces intérêts impérialistes contradictoires, les petites nations, les demi-puissances régionales, tendent à s'organiser - sans toujours y réussir - sur les lignes de moindre tension afin de pouvoir survivre plus longtemps dans leur rôle de partenaires des grandes puissances mondiales et de bénéficier, grâce aux positions qu'elles ont prises, d'avantages qu'elles n'avaient pas auparavant. Dans le cas des républiques fédérées qui faisaient partie de l'URSS, avec la crise de 1989 qui s'est poursuivie jusqu'à son effondrement en 1991, à l'exception du Belarus, la plupart des pays d'Europe de l'Est, la Moldavie et l'Ukraine, ont été attirés entre 1999 et 2004 dans la sphère d'influence de l'Union européenne et, à travers elle, dans celle de l'OTAN, et donc des États-Unis d'Amérique. En 1991, non seulement l'URSS et son système de satellites se sont effondrés, mais l'alliance militaire du Pacte de Varsovie, créée en 1955 en opposition à l'avancée de l'OTAN en Europe, a également été inévitablement dissoute.

En l'espace de quelques années, la Russie s'est inévitablement retrouvée à la frontière occidentale avec les membres de l'OTAN : directement avec les États baltes, et indirectement, puisqu'il y a le Belarus, l'Ukraine et la Moldavie entre les deux, avec la Pologne, la République slovaque, la Hongrie et la Roumanie. Le seul pays qui entretient des liens économiques et politiques étroits avec Moscou est la Biélorussie ; en fait, elle soutient pleinement les initiatives militaires russes depuis 2014, avec l'annexion de la Crimée et la guerre actuelle en Ukraine.

La chute du mur de Berlin en 1989, l'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest (appelée «réunification allemande»), l'effondrement de l'URSS en 1991, ont produit en Russie les mêmes conséquences qu'une guerre perdue. Mais en tant que grande puissance militaire qu'elle a toujours été, et par ailleurs grande puissance nucléaire, Moscou n'allait jamais rester sans rien faire et attendre d'être étouffée par les impérialistes euro-américains. Moscou possède, outre l'énergie nucléaire, de grandes quantités de pétrole, de charbon et de gaz qui constituent l'essentiel de ses exportations, tant vers la Chine que vers l'Europe occidentale, via une série de gazoducs qui traversent la mer Baltique, le Belarus et l'Ukraine. Le Belarus et l'Ukraine sont donc importants non seulement en raison de leur situation géographique et de leur production minière et agricole - le Belarus s'appuie sur une industrie technologique avancée, tandis que l'Ukraine est un grand exportateur de céréales et possède une expérience avancée en matière de technologie nucléaire, comme la Russie - mais aussi parce qu'ils peuvent fournir à Moscou un important glacis de protection vers l'Europe occidentale, à l'ouest et au sud-ouest. Les événements historiques n'ont pas permis à la Russie de conquérir les Dardanelles et, par conséquent, de contrôler directement les flux commerciaux et militaires entre la mer Noire et la Méditerranée ; mais l'annexion

de la Crimée, avec le tronçon de continuité territoriale jusqu'au Donbass qui fait l'objet des affrontements les plus dévastateurs de ce mois de guerre, avec le contrôle relatif de la mer d'Azov, lui permettrait d'augmenter sensiblement son poids dans les relations avec la Turquie et le Moyen-Orient, et donc avec tous les autres États impérialistes.

Les motivations impérialistes de la Russie sont certainement claires, quel que soit le clan d'oligarques au pouvoir ; les motivations de l'Ukraine, en revanche, sont beaucoup moins claires, d'autant plus qu'aucun pays de l'UE, ni les États-Unis, bien que généreux dans leurs déclarations de soutien politique, économique et même militaire, n'ont intérêt à entrer en guerre avec la Russie au sujet de l'Ukraine. Il ne s'agit clairement pas d'une guerre locale entre deux nations pour la conquête d'un morceau de terre, aussi important que soit ce morceau de terre. Il s'agit d'une guerre menée localement mais qui a de lourdes conséquences internationales parce qu'elle s'inscrit dans un théâtre géopolitique - l'Europe - où se sont déroulées les deux précédentes guerres impérialistes mondiales ; et parce que, la Russie étant un exportateur majeur de matières premières énergétiques de grande importance pour les pays européens, ses approvisionnements ne sont pas facilement et rapidement remplaçables.

Ni Berlin, ni Paris, ni Londres, ni Washington, ni Rome, et encore moins Moscou ou Pékin, n'ont aujourd'hui intérêt à provoquer une guerre mondiale ; aucun d'entre eux n'est prêt à la soutenir, ni économiquement ni militairement. Il est certain que dans le désordre mondial qui suit la désintégration de l'URSS, les différentes puissances impérialistes tentent de tester la résistance des anciennes alliances et la possibilité de nouvelles alliances de guerre. Ils sont tous prêts à effectuer des exercices, des manœuvres, des opérations militaires simulant des attaques, des débarquements, et dans lesquels ils testent les armements les plus sophistiqués et diverses tactiques militaires, sur terre, en mer ou dans les airs ; c'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait jusqu'à présent sur les différents théâtres de guerres locaux (des guerres de Yougoslavie à l'Afghanistan, de la Libye à l'Irak et à la Syrie, de la Tchétchénie au Tchad au Soudan, du Congo à l'Ouganda, du Burundi au Yémen).

Que l'affrontement entre les puissances impérialistes se déroule au travers de guerres locales n'enlève rien au fait qu'il s'agit de guerres impérialistes, même si elles ne sont pas mon-

Lénine sur la guerre

«Rappelons les Principes fondamentaux de la doctrine socialiste, altérés par les kautskistes. La guerre est la continuation, par les moyens de la violence, de la politique menée par les classes dominantes des puissances belligéran-tes bien avant l'ouverture des hostilités. La paix est la continuation de cette même politique, compte tenu des changements intervenus dans le rapport des forces adverses à la suite des opérations militaires. La guerre ne modifie pas par elle-même le sens dans lequel se développait la politique avant qu'elle ne commence ; elle ne fait qu'accélérer ce développement.»

(Extrait de : «À propos du «Programme de paix», Lénine, «Social-Démocrate», n° 52, 25 mars 1916 ; voir Œuvres Complètes, Tome 22, p. 177)

(Suite en page 16)

Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays

(Suite de la page 15)

diales dans le sens où l'affrontement n'a pas encore atteint la guerre directe entre les puissances impérialistes visant à diviser le monde en zones d'influence précises.

Plus le choc de la guerre s'approche et pénètre en Europe, comme déjà avec les guerres de Yougoslavie, plus s'élève la propagande de la défense de la patrie. Dans le cas de la guerre russo-ukrainienne, la défense de la patrie est un mot d'ordre pour les deux pays belligérants : La Russie qui se «défend» de l'avancée aux portes de l'alliance militaire occidentale, l'OTAN, et qui «défend» les populations russophones vivant en Ukraine de l'oppression politique et culturelle et de la répression appliquées depuis des années par les gouvernements de Kiev ; l'Ukraine qui «défend» son actuelle «intégrité territoriale» (d'ailleurs jamais conquise par une révolution bourgeoise à la française contre le tsarisme) de l'invasion des chars russes, après s'être louée à l'impérialisme occidental concurrent. Qui a lancé la première attaque, ou qui a commencé la guerre en premier, cela n'a pas d'importance décisive pour les communistes révolutionnaires, cela ne change pas leur perspective et leur tactique. À ce sujet, parmi les nombreux écrits de Lénine sur la guerre, nous voudrions en mentionner un, peu connu mais très clair. Il s'agit des résolutions écrites par Lénine et adoptées lors de la «Conférence des sections à l'étranger du POSDR» qui s'est tenue à Berne entre février et mars 1915 (2).

Après avoir brièvement décrit le contenu réel de la guerre impérialiste en cours, Lénine poursuit en exposant le contenu de la critique marxiste, valable pour toutes les guerres impérialistes :

«L'histoire économique et diplomatique des dernières décennies montre que les deux groupes de nations belligérantes ont méthodiquement préparé une guerre précisément de ce genre. Quant à savoir quel groupe a déclenché le premier les hostilités ou déclaré la guerre le premier, cela n'a aucune importance lorsqu'il s'agit de déterminer la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie, la résistance à l'invasion ennemie, la guerre défensive, etc., ne servent de part et d'autre, qu'à duper le peuple.»

La critique marxiste, en effet, avait déjà encadré historiquement les guerres nationales, celles qui ont eu lieu en

Europe de 1789 à 1871 ; celles-ci, écrit Lénine, «étaient l'expression de mouvements nationaux de masse, d'une lutte contre l'absolutisme et le système féodal, pour l'abolition de l'oppression nationale et la création d'Etats sur une base nationale, condition préalable du développement capitaliste. L'idéologie nationale engendrée par cette époque a laissé des traces profondes dans la masse de la petite bourgeoisie et dans une partie du prolétariat. C'est ce dont profite actuellement, à une époque toute différente, celle de l'impérialisme, les sophistes de la bourgeoisie et les traîtres au socialisme qui rampent à leur suite, afin de diviser les ouvriers et de les détourner de leurs tâches de classe et de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.»

Il ne fait aucun doute que les sophistes de la bourgeoisie - comprenez ses intellectuels, ses propagandistes, ses adorateurs - et les traîtres au socialisme et au communisme, face aux crises de guerre, ont d'autant plus poursuivi leur travail pour détourner les masses prolétariennes de la lutte pour leurs intérêts de classe, soit sur le terrain immédiat que sur le terrain plus général. Le mouvement prolétarien international a été frappé de plein fouet par la contre-révolution bourgeoise qui, prenant la forme de la «construction du socialisme dans un seul pays» chère au stalinisme et à ses épigones, l'a en fait rejeté plus de cent ans en arrière, au point de détruire complètement la mémoire des luttes révolutionnaires dont il a été le protagoniste dans les premières décennies du 20e siècle et qui ont abouti à sa victoire lors de l'Octobre russe de 1917, bien que dans un pays capitaliste arriéré.

Aujourd'hui, les paroles de Lénine, comme celles, en continuité organique

Le gouvernement ukrainien en guerre contre ses prolétaires

Le 23 août dernier le président ukrainien a ratifié la loi dite 5371 sur le droit du travail ; elle concerne les travailleurs des entreprises de moins de 250 employés, ce qui représenterait près de 70% des salariés ukrainiens

Cette loi réduit drastiquement les droits et protections des salariés qui existaient dans le code du travail : les patrons peuvent suspendre à volonté les conventions collectives, augmenter la semaine de travail jusqu'à 60 heures, réduire les congés, licencier les travailleurs en arrêt maladie ou en congé, les obliger à effectuer des travaux non compris dans leur contrat, les licencier quasiment à volonté, etc. Le week-end peut être réduit à une seule journée. Des « contrats zéro heures » à l'anglaise sont institués. Les femmes pourront être affectées à des emplois pénibles et dangereux, travailler dans les mines, etc. ce que ne permettait pas le code du travail. Les prolétaires licenciés « à cause de la guerre » ne recevront qu'un pécule réduit au minimum, ils devront s'adresser « à l'Etat agresseur » pour le paiement de leurs indemnités !

La seule « contrepartie » est que les employés pourront démissionner immédiatement (et se retrouver à la rue sans indemnités !) – sauf s'ils sont employés dans un travail obligatoire lié à la défense...

En mars dans le cadre de la loi mar-

tiale, le gouvernement avait déjà suspendu un certain nombre de réglementations du code du travail pour toutes les entreprises et interdit les grèves. La loi actuelle correspond à un projet datant d'avant la guerre et qui avait été élaboré sous l'influence de l'impérialisme britannique (1). La mobilisation des travailleurs avait fait échouer son adoption en 2020.

Mais la bourgeoisie ukrainienne profite maintenant de la guerre pour porter des attaques sans précédent contre ses prolétaires (au point qu'un expert parle de « retour au dix-neuvième siècle » !). Elle peut compter sur la servilité des syndicats ; selon l'ONG britannique que nous avons citée, « un porte-parole syndical qui a refusé de critiquer le projet de loi par crainte de représailles a expliqué qu'en temps de guerre les syndicats ne s'opposeraient pas aux changements ». Ces canailles auront bien servi leurs maîtres...

Voilà ce que signifie « l'union nationale patriotique » pour les prolétaires : servir de chair à canon sur le front ou se tuer au travail dans les entreprises pour le seul profit des capitalistes !

5/09/2022

(1) <https://www.opendemocracy.net/en/odr/uk-sponsors-deregulation-of-labour-rights-in-ukraine/>

avec les siennes, répétées mille fois par la Gauche communiste italienne, paraissent être des paroles en l'air, comme si elles n'avaient aucun rapport sur la réalité concrète que le prolétariat a sous les yeux. Ces traces profondes de l'idéologie nationale, rappelées par Lénine, et que le stalinisme a enracinées encore davantage dans des couches de plus en plus larges du prolétariat, travaillent toujours en faveur de la défense de l'État bourgeois, de la patrie bourgeoise et du système économique capitaliste. Le mouvement de classe du prolétariat international et son parti de classe étant détruits, les générations de prolétaires d'aujourd'hui n'ont pas reçu les leçons que les prolétaires des années 1920 ont vécues directement dans leur propre chair. Les forces contre-révolutionnaires de la conservation sociale ont jusqu'à présent réussi à effacer ces expériences, ces leçons, de la mémoire du prolétariat. Cette guerre de rapine voit, d'une part, l'impérialisme russe conquérir un territoire économique perdu il y a trente ans et, d'autre part, le capitalisme national ukrainien, soutenu par les adversaires impérialistes occidentaux

de Moscou, jouant le rôle de bastion avancé de l'impérialisme euro-américain désireux d'élargir les territoires économiques déjà conquis après l'effondrement de l'URSS en 1991, et, d'autre part encore, l'impérialisme chinois assis comme un invité de marque à une hypothétique table de négociation pour le partage des zones d'influence actuellement concentrées dans la région de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient. Cela montre que l'Europe redevient l'une des zones de tempête les plus contestées au monde.

(à suivre)

(1) cf. «Pacifisme et communisme», un article de la série intitulée «Sur le fil du temps», publié dans le n° 13, 1949, du journal du parti de l'époque, «bataglia comunista». Cette série, qui s'est particulièrement attachée à critiquer tous les aspects de l'attaque de l'opportunisme, et de sa version la plus insidieuse, le stalinisme, contre le communisme révolutionnaire et sa glorieuse tradition (de Marx et Engels à Lénine,

la Troisième Internationale de 1919-1921 et la Gauche communiste italienne), ne comprend pas moins de 136 articles, de 1949 à 1955. Ils peuvent être trouvés et téléchargés sur le site web du parti www.pcint.org (Rubrique «Textes et thèses», textes en italien, période «Restaurazione teorica e programmatica del marxismo, base indispensabile per la ricostituzione del partito comunista internazionale e nascita del partito (1945-1957)»). Voir aussi en français cet article dans «le prolétaire», n° 411, juin-juillet 1991

(2) Voir Lénine, «La conférence des sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate russe», dans les OC, Tome 21, Éditions Sociales, Paris 1960. Cette conférence s'est tenue à Berne du 27 février au 4 mars 1915. Les participants sont des représentants bolcheviques des sections étrangères de Paris, Zurich, Genève, Berne et Lausanne, tandis que Lénine représente le Comité central et l'organe central du parti, le «Social-Démocrate». Il était rapporteur pour le thème principal de cette conférence, «La guerre et les tâches du parti».

Brèves sur la guerre en Ukraine

COMMANDOS EN UKRAINE

Selon le *New York Times* (28/6/22), les «alliés», en plus de former des militaires ukrainiens sur des bases militaires «en Allemagne, France et Grande Bretagne» ont secrètement envoyé des «instructeurs» militaires dans le pays. Des agents de la CIA sont basés «principalement» dans la capitale Kiev pour diriger la «grande quantité de renseignements» fournis aux troupes ukrainiennes; mais en même temps «quelques dizaines de commandos d'autres pays de l'OTAN, notamment de Grande Bretagne, Canada, France et Lituanie travaillent [sic!] en Ukraine».

Le quotidien américain écrit ne pas savoir ce que font réellement ces commandos et les agents de la CIA, mais selon la Russie des militaires britanniques ont participé à l'organisation de l'attaque de drones fin octobre sur le port de Sébastopol en Crimée. L'histoire y compris récente (Syrie, Libye) a démontré que de tels commandos participent d'une façon ou d'une autre aux combats. Cela n'a pas empêché les Occidentaux de dénoncer la présence de militaires iraniens en Crimée pour aider les troupes russes à utiliser les drones achetés à Téhéran.

Les prolétaires doivent dénoncer, avant d'avoir la force de s'y opposer, la

participation à la guerre impérialiste en cours, réservant leur solidarité aux prolétaires des deux côtes du front.

RÉACTIONS CONTRE LA MOBILISATION EN RUSSIE

Jusqu'ici les autorités russes avaient évité de décréter une mobilisation parce qu'elles estimaient ne pas en avoir besoin, les dizaines de milliers des soldats (probablement 200 000) combattant en Ukraine étant un nombre suffisant; cela permettait en outre de maintenir la fiction qu'il ne s'agissait pas d'une guerre, mais d'une «opération spéciale» limitée. Ne touchant pas les grandes masses de la population russe cette guerre avait donc des conséquences limitées sur la stabilité politique dans le pays. Les sanctions occidentales étaient même utilisées comme la preuve que la Russie était la victime d'une attaque des États Unis et de leurs alliés.

Mais les revers subis et les pertes au combat ont finalement contraint le gouvernement russe fin septembre à décréter une «mobilisation partielle» de plusieurs centaines de milliers de réservistes (le chiffre exact n'a pas été précisé). Les réactions ont été immédiates: des manifestations d'opposition à la mobilisation ont eu lieu dans plus d'une trentaine de villes, entraînant

plus d'un millier d'arrestations. Ces réactions ont parfois été violentes (incendies de centres de recrutement, etc.). Le 15/10 dans un camp militaire de la ville de Belgorod, non loin de la frontière ukrainienne, 2 mobilisés d'origine Tadjike ont tué plus d'une dizaine de militaires avant d'être abattus; la mobilisation est semble-t-il plus importante dans les régions périphériques, ce qui suscite un fort mécontentement.

Dans ce même camp une centaine de soldats ont au mois d'août refusé d'être envoyés au combat, en dénonçant dans une vidéo leurs conditions insupportables (1).

En outre des dizaines de milliers de personnes ont quitté le pays pour éviter d'être enrôlées. Mais elles se heurtent de plus en plus au refus... de nombreux pays européens de les laisser passer. Les conditions d'entrée dans l'Union Européenne ont été durcies pour les Russes fin septembre. La Commissaire européenne aux Affaires Étrangères a ainsi déclaré: «si un citoyen russe a l'intention de rester plus de 90 jours dans l'UE, il ou elle ne devrait pas recevoir de visa». Le ministre tchèque des Affaires étrangères a affirmé de son côté: «Ceux qui fuient leur pays parce qu'ils ne veulent pas remplir un devoir imposé par leur propre État ne remplissent pas les critères pour recevoir une aide humanitaire» (2).

(Suite en page 18)

A Cuba : misère, manifestations et répression

Au cours de la dernière semaine de septembre, selon diverses pages web et comptes-rendus de médias sociaux de certains journalistes cubains, plusieurs mouvements de protestation ont eu lieu à Cuba, menés par les secteurs les plus pauvres dans des villes comme Los Palacios, Nuevitas et, surtout, La Havane, où les manifestants ont organisé des blocages routiers et ferroviaires, et se sont heurtés directement avec les forces répressives du régime.

Depuis juillet et août, dans ces mêmes villes, une série de protestations avaient déjà eu lieu en raison du coût de la vie : les conditions de vie, déjà normalement précaires pour la grande majorité du prolétariat cubain, subissaient les mesures économiques de plus en plus dures du gouvernement Díaz Canel, ne faisant qu'aggraver la situation.

Cette situation est devenue encore plus difficile en raison de deux événements. Le premier a été le passage de l'ouragan Ian, qui a causé de graves dommages dans plusieurs régions du pays et a mis en évidence l'incapacité du régime socialiste autoproclamé de garantir l'approvisionnement en matériaux pour la reconstruction des maisons touchées, obligeant les familles à payer les réparations nécessaires pour pouvoir dormir sous un toit. Le second a été la série de pannes d'électricité qui ont touché les principales villes de l'île des Caraïbes. Ces pannes ont été causées par le mauvais état du réseau électrique du pays et par les problèmes que rencontre la production d'électricité en raison de son lamentable entretien.

Les nouvelles qui nous parviennent sont rares et difficiles à interpréter, mais il semble que la combinaison de ces trois facteurs (la difficulté croissante de la survie quotidienne, la gestion de la crise de l'ouragan Ian et la situation créée par les coupures de courant récurrentes) sont à l'origine d'une situation, sinon identique, du moins similaire à celle de l'été dernier, lorsque des milliers de prolétaires cubains sont descendus dans la rue pour manifester et ont fini par affronter la police et les forces armées alors qu'ils réclamaient de meilleures conditions de vie.

Les manifestations de 2021 et celles d'il y a quelques semaines ont pour toile de fond les nouvelles mesures économiques imposées au début de l'année dernière par le gouvernement de Miguel Díaz Canel dans le but d'assainir la situation économique et financière de l'île. Ces réformes, visant à libé-

liser partiellement le marché intérieur, cherchent à renforcer la position d'une petite bourgeoisie nationale créée à la faveur du commerce touristique, de l'épargne en devises, etc. et qui est intéressée par la régularisation du «*cuentapropismo*» (travail indépendant) lui permettant d'ouvrir ses propres entreprises. En s'appuyant sur cette petite bourgeoisie et sur d'autres secteurs, comme le tourisme qu'il entend libéraliser, le gouvernement veut créer les bases d'une «modernisation» de l'île, inspirée du modèle chinois des 30 dernières années, qui permettra de maintenir la domination politique, économique et sociale de l'armée (principal propriétaire d'entreprises à Cuba) et du conglomérat de la bourgeoisie et des commerçants étrangers qui ont fait fortune dans le cadre de l'embargo économique imposé par les États-Unis.

Pour les prolétaires cubains, le revers de ces plans d'ajustement économique est terrible. A cause des coupes budgétaires, les sociétés publiques qui survivaient grâce aux capitaux injectés directement par l'État, souffrent maintenant d'un déficit de financement, qui se répercute immédiatement sur les salaires de leurs employés. D'autre part ces salaires ont une valeur de plus en plus faible, car la politique monétaire de Díaz Canel, qui a éliminé le système de double monnaie, a provoqué une hausse immédiate du prix des produits de base qui ne sont plus entièrement subventionnés.

En conséquence de cette situation, des milliers de Cubains ont émigré de l'île depuis 2021. Selon la presse espagnole, le nombre de Cubains qui sont arrivés aux États-Unis pendant cette période a été de près de 200 000, un nombre nettement supérieur à celui de ladite «crise des balseros» (1) des années 1980 et 1990. En raison de cette situation, des milliers de Cubains ont été poussés à manifester dans les rues, à élever des barricades, à se heurter à la police et à l'armée... Selon les médias, même le président Díaz-Canel a dû fuir sous escorte de sa garde prétorienne lorsqu'il a tenté de s'adresser aux manifestants à La Havane pour calmer leurs esprits, comme l'a fait à quelques reprises son prédécesseur Fidel Castro.

Malgré leur faiblesse, malgré qu'elle ne dépasse pas le niveau de la spontanéité la plus immédiate, ce type de réponse directe au coût de la vie, à la pression redoublée de l'État et à son incapacité à garantir des conditions d'existen-

ce acceptables, ont une valeur profonde car elles montrent que Cuba est un pays comme les autres : capitaliste, avec une classe exploitée et une classe exploiteuse, avec des conflits salariaux, avec des luttes pour les conditions de survie... en somme, avec tout ce qui caractérise un pays capitaliste.

Le mythe du socialisme cubain, héritier direct du mythe du socialisme russe, construit sur la base de la falsification des termes de la réalité cubaine et de la nature même du socialisme, est battu en brèche, année après année, par ce type de mobilisations qui montrent que les prolétaires cubains souffrent de conditions parfaitement similaires à celles des prolétaires d'autres pays, notamment des pays d'Amérique latine.

Au-delà de l'importance que ce type de mobilisation peut avoir comme exemple, la réalité pour la classe prolétarienne cubaine est terrible et dévastatrice. Elle est privée de la moindre organisation de défense, tant sur le terrain immédiat de la survie et de la lutte économique que sur le terrain plus large et plus général de la lutte politique, et elle ne pourra s'élever au-dessus du niveau de la protestation spontanée qu'avec beaucoup de difficultés.

Brèves sur la guerre en Ukraine

(Suite de la page 17)

Le gouvernement ukrainien pousse les États européens à refuser d'accueillir les Russes qui fuient la mobilisation. L'ambassadeur ukrainien en Suisse a par exemple demandé à ce pays de ne pas accueillir les déserteurs russes car ils sont «*un danger*» (3).

Le gouvernement de Kiev est lui aussi confronté à des tentatives de quitter le pays (ce qu'interdit la loi martiale pour les hommes de 18 à 60 ans) pour ne pas être envoyés au front: en août les garde-frontières ukrainiens avaient arrêté depuis le début de la guerre plus de 6000 hommes qui avaient essayé de passer à l'étranger (4)...

Les États bourgeois ont beau être en confrontation ou en guerre, ils sont solidaires contre ceux qui refusent de devenir de la chair à canon. La réponse prolétarienne devra être la solidarité de classe contre tous les États bourgeois en conflit!

(1)cf. *Mail on line*, 16/10/22

(2) cf. *Damoclès* n° 164-165

(3) *ibidem*.

(4) *ibid*.

A cet égard, il n'y a pas de place pour les illusions: le travail de désorganisation et d'asservissement auquel se livre le Parti cubain soi-disant «communiste», l'armée populaire et les mythes du socialisme national incarnés par le sacrifice demandé à toute la population, la mobilisation nationaliste anti-impérialiste, agissent comme des facteurs de retardement objectifs et très puissants, de la maturation politique du prolétariat cubain. Considérons que Cuba est l'un des points d'où a rayonné le mythe du socialisme national de type stalinien, un mythe qui a précisément joué le rôle de poids mort chevillé au corps du prolétariat mondial, tant dans le «premier» que dans le «tiers» monde. S'il en a été ainsi, si l'exemple de la Révolution cubaine et de sa fausse route vers le socialisme constituait un renforcement des tendances contre-révolutionnaires et anticommunistes qui existaient dans le reste du monde..., comment ne seraient-elles pas encore puissantes à Cuba aujourd'hui encore ? A partir de Cuba les tendances nationalistes, l'anti-impérialisme interclassiste, la confiance dans le frontisme et la collaboration entre les classes se sont renforcées dans les pays où la classe prolétarienne était indomptable et contre laquelle les forces opportunistes autochtones devaient être pleinement employées, comme dans le cas du Venezuela, du Chili, de l'Argentine.

Pendant soixante ans, avec une puissance encore plus grande, ces mêmes forces ont soumis la classe prolétarienne cubaine, la seule d'Amérique latine et des Caraïbes capable d'apporter une contribution décisive à un mouvement national-révolutionnaire - ce qui était aussi sa limite objective en l'absence de la direction d'un parti communiste marxiste et donc de classe et révolutionnaire -, la seule qui a vécu et s'est renforcée avec l'expérience de la lutte armée directe contre la classe dirigeante pro-yankee et contre les intérêts mêmes des États-Unis. La classe prolétarienne cubaine d'aujourd'hui se trouve devoir recommencer à lutter sur le terrain économique de base contre des conditions d'existence de plus en plus dures. Par rapport au reste des pays de la zone, elle dispose d'un avantage objectif : les conditions créées par la révolution de 1959, la réforme agraire, la nationalisation de pratiquement toute l'activité économique, etc. n'ont évidemment ni créé, ni fait évoluer l'économie vers le socialisme, mais ont donné naissance à une classe prolétarienne très nombreuse, peu imbriquée avec les secteurs petits-bourgeois et populaires comme dans le reste de l'Amérique latine. Ce fait représente une force

objective pour les prolétaires cubains: leurs revendications ont un caractère distinct de classe, ce qui les différencie des revendications qui surgissent dans les soulèvements «populaires» périodiques qui ont lieu dans les pays de leur environnement immédiat, où la pression des classes moyennes, petites-bourgeoises et populaires continue à exercer une très forte influence sociale sur le prolétariat.

Soumis à des conditions de vie qui ne cessent de se dégrader comme celles du prolétariat du reste du monde, sans que son prétendu «socialisme» n'y change rien, le prolétariat cubain doit prendre la voie de la lutte de classe ouverte. Et si nous ne pouvons pas nous attendre à ce que cela se produise demain, la tendance croissante à le faire montre que la force d'endiguement que représente l'opportunisme stalinien et post-stalinien sur les plans nationaux et internationaux, se fissure de plus en plus.

De La Havane à la Californie et de

Santiago du Chili à Montréal, ce sera la force de la classe prolétarienne qui effacera de la face de l'Amérique tant la bourgeoisie criminelle qui se nourrit du sang et de la sueur du prolétariat et des masses opprimées du continent, que les forces de l'opportunisme qui collaborent à l'effort pour prolonger la domination de classe bourgeoise.

Et la révolution américaine, non plus populaire mais prolétarienne, consolidera la force de la révolution en Europe, en Asie et en Amérique, qui, tôt ou tard, reviendra à son rendez-vous avec l'histoire.

6/10/2022

(1) La «balsa» était une embarcation de fortune avec laquelle les migrants cubains (précisément appelés «balseiros») traversaient la mer pour atteindre les côtes de la Floride.

Au Chili nouvelle faillite des illusions démocratiques petites bourgeoises

Hier la prétendue «voie chilienne au socialisme» du gouvernement Allende de l'«Unité Populaire» (regroupant principalement le PS et le PC) était encensée par toute la gauche et l'extrême gauche internationales. Aujourd'hui la voie chilienne à la réforme du capitalisme est encensée par toute la gauche et l'extrême gauche latino-américaines ; elle vient de subir une retentissante défaite lors du référendum constitutionnel de début septembre.

En 1973, après que, dans une situation de fortes tensions sociales, les élections aient porté 3 ans auparavant l'UP au pouvoir, la voie chilienne débouchait finalement sur un bain de sang prolétarien avec le coup d'Etat du général Pinochet : les partis de gauche et les organisations syndicales collaborationnistes avaient conduit les prolétaires désarmés à l'abattoir en les appelant à faire confiance à l'armée et à l'Etat bourgeois face aux menaces de l'extrême droite et des dits «secteurs golpistes». Allende n'avait-il pas nommé Pinochet ministre de l'Intérieur parce que c'était un «démocrate» ?

Mais, «démocrates» ou non, les militaires et l'armée ont pour fonction de défendre l'ordre bourgeois ; et lorsque les réformistes ont épuisé leur rôle de paralysie du prolétariat, ils sont balayés sans hésitation par les forces ar-

mées bourgeoises pour laisser le talon de fer écraser les prolétaires. La dictature ne fit pas seulement des milliers de morts et des dizaines de milliers d'arrestations et la généralisation de la torture en imposant un véritable régime de terreur, elle aggrava l'exploitation capitaliste et mena une politique de libéralisation économique qui provoqua une forte augmentation de la misère et des inégalités. Des centaines de milliers de Chiliens furent contraints à l'émigration pour des raisons politiques ou pour des raisons de survie économique. Cependant cette surexploitation de la force de travail déboucha après quelques années sur une indéniable croissance économique ; cela permit un retour à la démocratie au bout de 17 ans de dictature. Cette transition sans heurt démontre une nouvelle fois que démocratie et dictature sont deux formes de l'ordre bourgeois interchangeables entre elles selon les situations sociales, les rapports de force entre les classes et les besoins de la domination de la bourgeoisie.

La nouvelle démocratie hérita de la dictature sa politique économique et sociale, ce qui fait que le Chili reste le pays le plus inégalitaire de l'OCDE et l'un des moins dotés de mesures de pro-

(Suite en page 20)

Au Chili nouvelle faillite des illusions démocratiques petites bourgeoises

(Suite de la page 19)

tection sociale. Cela n'empêche pas, bien au contraire, les économistes vanter ses succès économiques et de lui décerner la palme de la «stabilité économique» en Amérique Latine.

Cependant en 2019 la crise économique rattrapa le pays, y provoquant une véritable explosion sociale. Déclenchée par une hausse des tarifs des transports en octobre de cette année, elle vit de gigantesques manifestations violemment réprimées par la police. Son point culminant fut la grève générale du 12 novembre, très suivie ; mais ce fut aussi le début de la fin. Inquiets du risque de voir la classe ouvrière entrer en lutte pour son propre compte, les partis d'opposition et les partis gouvernementaux signaient le 15 un «accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution».

Même s'il fallut l'imposition des mesures de contrôle social contre la pandémie pour mettre un terme à l'agitation, le mirage démocratique, répondant à l'interclassisme du mouvement et alimenté par les organisations politiques et syndicales de collaboration de classe, fit son effet. Une myriade de secteurs professionnels, une longue liste de professeurs d'universités privées, de notables, de juges, avocats, etc. en même temps que les leaders du mouvement, signèrent ce pacte, pacte qui promettait la paix sociale et l'unité nationale.

Il s'en suivit une véritable orgie d'opium électoral : référendum sur le principe d'une nouvelle constitution pour remplacer celle de Pinochet (25/10/2020) ; élections à l'assemblée constituante (15-16/5/21) ; élections présidentielles et parlementaires qui voient la victoire du socialiste Gabriel Boric soutenu notamment par le PC ; référendum constitutionnel (4/9/22).

Ce dernier référendum a lamentablement échoué : plus de 60 % des votants (le vote était obligatoire) ont voté non et le vote négatif a été particulièrement fort dans les quartiers populaires et les zones où prédomine la population indigène Mapuche. Pourtant le projet prévoyait des mesures sociales et il accordait des droits particuliers aux populations indigènes, selon le principe de l'«indianisme» qui met au premier plan l'identité ethnique au lieu de la position sociale, de l'appartenance de classe.

Les partisans du projet rejettent leur défaite sur une puissante propa-

gande des médias de droite. Mais cette propagande est tout sauf nouvelle ; la réalité est que ce projet rédigé par une assemblée petite-bourgeoise où dominaient avocats et professeurs et qui voulait instaurer un «Etat de droit social et démocratique» ne s'adressait pas aux masses prolétariennes dont la situation a continué de s'aggraver sous le nouveau gouvernement «de gauche» (qui comporte des ministres de droite) qui n'hésita pas à envoyer la police anti-émeutes contre les grévistes d'une raffinerie en mai dernier. La déclaration d'un représentant mapuche pourrait s'appliquer aux prolétaires en général : «A quoi sert de nous accorder de nouveaux droits si nous ne savons pas comment nous allons manger demain ?» (New York Times, 2/9/22)

Le résultat s'explique en grande partie par la désillusion vis-à-vis du gouvernement de gauche : instinctivement nombre de prolétaires ont senti que ce référendum était de la poudre aux yeux alors que leurs difficultés s'accroissent avec une inflation officiellement supérieure à 14% en août et l'augmentation de pauvreté qu'elle entraîne.

Si elle a été une défaite pour les rêves petits bourgeois, cette overdose électorale a cependant été un succès pour la bourgeoisie qui a réussi grâce à elle à maintenir la paix sociale.

Mais face aux illusions petites bourgeoises de réformer le capitalisme par des élections et une bonne constitution, la réalité va se charger de rappeler que le capitalisme ne se réforme pas, il se combat. Et pour ce combat l'histoire du Chili a démontré que les forces les plus dangereuses sont les faux amis «de gauche», les faux partis ouvriers et petits bourgeois, les organisations partisans de la collaboration des classes qui ne sont pas autre chose que des valets de la bourgeoisie. Le prolétariat chilien a payé très cher il y a 50 ans de leur avoir fait confiance. Il devra se rappeler cette terrible leçon pour se préparer aux combats futurs en s'engageant dans la voie de la lutte et de l'organisation de classe.

C'est la condition pour qu'il puisse non seulement se défendre vraiment, mais venger demain ses martyrs en en finissant non pas avec une simple constitution, mais avec le capitalisme et l'Etat bourgeois en union étroite avec les prolétaires de tous les pays !

Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al «programa comunista»
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire»
- «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2022

Daniel: 576,50 / Gilbert: 42,50 /

Paris: 900,00 / Victor: 30,00

Total liste: 1549,00

Total général : 6233,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire» : 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**